

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

SOMMAIRE

Le 60^e anniversaire de la 1^{re} Internationale (Paul Marion). — L'accord anglo-soviétique (Albert Treint). — Höglund-Frossard (J. Doriot). — Les avances du gouvernement français aux gouvernements étrangers (Duplex). — La question

agraire en France (J. Castel). — Documents sur le V^e Congrès de l'Internationale Communiste. — Considérations sur les cellules d'entreprises (Raphaël Milla).

Le 60^e Anniversaire de la 1^{re} Internationale

La Troisième Internationale, seule héritière de la Première

Le 28 septembre 1864, dans la salle Saint-Martin, à Lonfak, les travailleurs anglais reçurent une députation d'ouvriers français en vue de s'entendre avec eux pour former une Union internationale. Le Club des communistes allemands émigrés à Londres avait été invité et Karl Marx spécialement prié d'assister à ce meeting. A l'issue de la réunion où, selon l'expression de Marx dans sa lettre à Engels, « tant de monde était venu qu'on y étouffait », un comité d'organisation fut nommé qui devait élaborer la politique et les règlements de la nouvelle société. Il comprenait des trade-unionistes anglais, en majorité, des proudhoniens français, et le « D^r Karl Marx ». Ce fut l'origine de l'Association Internationale des Travailleurs, la 1^{re} Internationale.

C'est à l'occasion de la répression tsariste en Pologne et pour marquer l'attachement des travailleurs à ce peuple martyrisé que les ouvriers de France et d'Angleterre s'étaient entremis depuis quelques mois mais l'événement était, en réalité, le résultat d'un mouvement social immense, la première manifestation internationale du prolétariat alors en pleine croissance.

Jusqu'en 1848 le prolétariat est « dans les langages », il n'est pas complètement détaché de la masse du peuple « petit-bourgeois ». Il se cherche soi-même, il n'a pas encore trouvé sa conscience de classe, il combat aux côtés de sa bourgeoisie contre le pouvoir de la noblesse ou ses survivances. Ça et là cependant il a quelques soubresauts tragiques : l'insurrection des tisseurs de Lyon, les soulèvements chartistes en Angleterre. Mais il est impitoyablement écrasé et rejeté dans la nuit du tombeau. C'est la période la plus effroyable de son douloureux calvaire.

Le socialisme d'alors est à l'image de la classe ouvrière : il tâtonne, c'est la lutte longue et acharnée des doctrines multiples. Les sectes abondent. Il fallait que les grandes lignes du développement du capitalisme se dessinent et qu'une certaine expérience du mouvement prolétarien soit acquise pour qu'une vue d'ensemble en puisse être dégagée. Ce fut là l'œuvre de Marx et d'Engels, mais c'est seulement à la veille des Révolutions de 1848 que paraît le Manifeste Communiste.

Les Révolutions de 1848 furent des révolutions

bourgeoises retardées, elles achevèrent l'œuvre de la Révolution française de 1789, elles débarrassèrent l'Europe occidentale des derniers restes de la féodalité, elles mirent partout sur pied la forme d'Etat démocratique qui convient au régime capitaliste et préparèrent le terrain à la lutte de classe. Désormais débarrassé des entraves de la monarchie féodale le capitalisme allait s'épanouir librement tandis que le prolétariat de plus en plus dense, de plus en plus fort, allait se trouver face à face avec ses oppresseurs et engager avec eux cette lutte prodigieuse et féroce auprès de laquelle les guerres sociales de la vieille Rome apparaissent comme des combats d'enfants.

Au lendemain même des révolutions bourgeoises de 1848, malgré les efforts de Marx et d'Engels en Allemagne, et d'obscurs ouvriers révolutionnaires à Paris, le prolétariat ne fut pas assez puissant pour établir « la Révolution en permanence » et réaliser la Révolution prolétarienne. Ce fut l'émeute de juin 1848, le triomphe des Hohenzollern en Prusse, le maintien de la domination des Habsbourg en Allemagne, le coup d'Etat du 2 décembre en France.

Alors le capitalisme jeune géant robuste et déchaîné, bouleverse la face du monde européen et dans l'ivresse de sa force part à la conquête de l'univers. Les usines se multiplient, d'énormes agglomérations industrielles surgissent, centres moteurs du pays que les chemins de fer, réseau nerveux, relient les uns aux autres. Les premières conquêtes coloniales s'organisent. Il faut au monstre créateur ses coudées franches : libre échange, libre concurrence, libre exploitation de son matériel humain. C'est la journée de 12 et 14 heures, et les salaires infimes, mais c'est aussi par contre-coup les associations ouvrières qui se créent ou se développent : sociétés de secours mutuels ou de résistance en France. Trade-Unions en Angleterre. Le prolétariat broyé en 1848 est d'abord hésitant et faible mais il sent de plus en plus en même temps que sa misère la force de son nombre et de sa cohésion dans les grandes villes.

Lorsqu'en 1857 éclate une crise économique qui apporte à la classe ouvrière un accroissement de ses maux elle s'éveille et cherche à se dégager de l'étreinte du capital, et quand la bourgeoisie anglaise va s'efforcer vers la même époque de briser les grèves de ses ouvriers en important de la main-d'œuvre étrangère les chefs des Trades-Unions comprendront les premiers le besoin d'une organisation internationale des travailleurs. En 1862 se tint à Londres une exposition universelle. Les ouvriers lyonnais y envoyèrent des délégués qui échangèrent des vues avec les ouvriers anglais. Ils s'aperçurent les uns et les autres qu'ils subissaient la même exploitation, avaient les mêmes intérêts et aspirations. Ils sentirent le besoin de s'unir et bientôt l'idée de la solidarité internationale qui venait de se manifester de façon si vive trouvait son expression pratique dans la Première Internationale.

A la tête de l'Association Internationale l'on décida de placer un conseil général de 50 membres. L'influence de Marx y fut de suite prépondérante, car il apportait aux ouvriers la conception claire et nette d'un vaste mouvement de classe bien uni et discipliné. Le marxisme ne fait qu'exprimer théoriquement les conditions de vie et de lutte du prolétariat moderne. La théorie de Marx et d'Engels devait donc être intimement liée à la pratique de l'organisation qu'il dirigeait. Théorie et pratique du marxisme, nous les trouvons dans la fameuse *Adresse inaugurale* rédigée par Marx au nom de l'Association, en dehors de quelques formules sentimentales et creuses que les proudhoniens français voulurent y incorporer. Et durant les huit années d'existence de la 1^{re} Internationale (1864-1872), Marx s'efforça d'en appliquer les principes essentiels, malgré les résistances, d'abord des proudhoniens français et belges, partisans du maintien de la propriété individuelle, ensuite des bakouninistes, anarchistes et sectaires, incapables de comprendre le mouvement ouvrier.

Dans l'adresse inaugurale, Marx a fixé la charte du prolétariat international :

« L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre de la classe ouvrière elle-même. »

« L'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme un moyen. »

« La masse ne compte que si une organisation la réunit et si le savoir la dirige. »

Ainsi fut proclamée la mission historique de la classe ouvrière : la conquête du pouvoir politique en vue de réorganiser la société sur la base du socialisme.

La vie même de l'Association Internationale des Travailleurs amena Marx et Engels à préciser, en différentes circonstances, leurs conceptions et leur tactique. Et il est d'autant plus intéressant de rappeler leur attitude devant certains problèmes fondamentaux qu'ils se posent encore aujourd'hui aux prolétaires en lutte contre le capitalisme. C'est alors qu'il apparaît de façon lumineuse que la 3^e Internationale est l'héritière de la première, de même que le léninisme n'est autre chose que le marxisme appliqué à l'époque de l'impérialisme et de la Révolution prolétarienne.

ROLE DU PARTI. — *« L'Internationale fut fondée pour mettre l'organisation véritable de la classe ouvrière pour la lutte à la place des sectes socialistes et demi-socialistes. »* L'histoire intérieure de la 1^{re} Internationale fut une lutte constante du Conseil général contre les sectes (bakouninistes anarchistes). Ceci nous rappelle les batailles que Lénine ne cessa de mener contre le communisme de gauche et contre tous ceux qui considèrent le Parti communiste comme un petit groupement de purs, et refusent de participer aux élections, de militer dans les syndicats réformistes, d'appliquer la tactique du front unique, etc...

Mais en même temps que Marx voyait dans l'Association Internationale des Travailleurs un parti de masses, il la concevait aussi comme un

parti centralisé, c'est-à-dire dirigé effectivement par son Conseil général, c'est-à-dire capable de lutter. Ce fut là le point essentiel de ses divergences avec Bakounine.

La 2^e Internationale, avec son Bureau, simple boîte aux lettres, sans autorité réelle sur les différentes sections nationales, avec son respect de l'autonomie des syndicats, de l'indépendance des fédérations dans le Parti, des sections dans la fédération, et des adhérents dans la section, fut beaucoup plus un assemblage de groupements démocratiques qu'un parti mondial actif et discipliné. Sur ce point, la 3^e Internationale a dû reprendre les traditions de la première.

LA CONQUÊTE DU POUVOIR. — Marx avait écrit : « *La violence doit être le levier de notre révolution ; pour instaurer définitivement la domination du travail, il faut en appeler au moment donné à la violence.* » La Commune de Paris fut pour Marx une expérience féconde. Il préconisa alors l'anéantissement de la vieille machine d'Etat capitaliste et son remplacement par un Etat prolétarien. Il mit en lumière la dictature révolutionnaire du prolétariat, comme époque de transition entre le capitalisme et le socialisme.

La 2^e Internationale devait abandonner tout cela et lui substituer les illusions d'évolution démocratique, de conquête de la majorité au Parlement bourgeois, de gouvernement de coalition et autres sottises. Jusqu'à la guerre, elle resta « théoriquement » marxiste, mais, dans sa politique pratique, elle ne tint aucun compte de Marx et de l'A. I. T.

Là encore, il fallut à la 3^e Internationale relever l'étendard du marxisme.

LA GUERRE. — En 1866, au commencement de la guerre austro-prussienne, le Conseil général de la 1^{re} Internationale, dirigé par Marx, flétrit cette guerre comme la querelle de deux despotes et recommande au prolétariat de profiter de la situation créée pour hâter sa propre libération.

En 1868, le Congrès de l'Association Internationale, siégeant à Bruxelles, invite les ouvriers à cesser le travail pour le cas où une guerre éclaterait dans leur pays : « *Car la guerre est aujourd'hui une guerre civile* ».

L'esprit qui vivait dans la 1^{re} Internationale était l'internationalisme véritable. Bebel et Liebknecht préférèrent, en 1870, aller en prison que de voter les crédits de guerre.

Il est inutile d'expliquer longuement pourquoi la 2^e Internationale ne peut être considérée comme ayant profité des leçons de la première quant à la guerre. Le crime du 2 août 1914, crime renouvelé à chaque instant des quinze cents jours que dura la guerre impérialiste, ne fut que la sinistre et inévitable conclusion de toutes les trahisons antérieures aux principes de Marx et de l'Association Internationale des Travailleurs.

Et il fallut le mot d'ordre de Lénine : « transformons la guerre impérialiste en guerre civile » éclatant comme un coup de tonnerre au milieu des clameurs chauvines des social-patriotes, pour

sauver l'honneur du socialisme et faire que Marx et Engels et tous les héros de la 1^{re} Internationale n'aient pas lutté et souffert en vain.

**

La 1^{re} Internationale fut frappée à mort par l'échec de la Commune de Paris. La troisième adresse du Conseil général : « *La guerre civile en France* », est son dernier grand acte politique. Grâce à Marx, elle se solidarisa avec les insurgés vaincus et avant de mourir s'enveloppait dans leur linceul. Aussi, quelques années plus tard, le vieil Engels pouvait-il écrire avec orgueil :

« *L'Internationale a dominé dix années d'histoire européenne du côté de l'avenir et elle peut regarder avec fierté le travail qu'elle a accompli.* »

En effet, l'« Internationale », malgré la faiblesse de ses effectifs, exerça, par son ardeur et sa mentalité révolutionnaire, une influence considérable. Il y eut comme une légende l'« Internationale », et son spectre hanta bien des bourgeois du Second Empire.

En vérité, elle méritait mieux que de servir de chaperon à l'Internationale des Noske, Scheidemann, Mac Donald, Vandervelde et Léon Blum.

Demain peut-être, ces gens-là voudront-ils commémorer son 60^e anniversaire. Par la plume du lamentable et tout à fait désigné Jean Longuet, oseront-ils se livrer à quelque évocation académique et sentimentale ? Ce serait d'une impudeur grotesque.

Messieurs de la 2^e Internationale, vous n'avez pas le droit de commémorer la fondation de l'Internationale de Marx et d'Engels. Vous n'avez même pas le droit de commémorer la fondation de la vôtre, puisque vous avez renié votre propre passé. Et s'il vous faut un parallèle pour comprendre qu'entre vous et l'Association Internationale des Travailleurs il n'y a rien de commun si ce n'est la présence dans vos rangs du petit-fils épuisé et bien triste de son fondateur, sachez que votre Internationale est morte le 2 août 1914, étouffée par ses chefs dans le sang et la boue de la guerre impérialiste, tandis que la 1^{re} Internationale est tombée, face à l'ennemi de classe, la flamme au poing, avec les communards du Père-Lachaise.

Votre Internationale ne laisse aux prolétaires massacrés que le souvenir de votre trahison, cependant que les drapeaux rouges, les éclairs des fusils et des canons et les incendies de la Commune font à la 1^{re} Internationale une auréole tragique et immortelle.

Seuls les véritables héritiers de la 1^{re} Internationale, ceux qui exécutent son testament, qui ont relevé l'étendard du marxisme enfoui par vous dans le fumier de la collaboration de classe, les membres de la 3^e Internationale, peuvent fêter ce glorieux soixantenaire : Ils ont réalisé l'espoir d'Engels, que vous avez détruit : « *Je pense que la prochaine Internationale sera directement communiste.* »

Paul MARION.

L'accord Anglo-Soviétique

L'accord anglo-soviétique est caractérisé par un compromis tactique entre la Russie des Soviets et l'Angleterre capitaliste. En échange d'un emprunt garanti par le gouvernement britannique, la Révolution russe accepte : 1° De rembourser sur le montant de cet emprunt une partie des dettes contractées par l'ancien régime ; 2° de dédommager partiellement certains propriétaires anglais déposés en leur attribuant, à titre de concessions, et selon les lois soviétiques, la possibilité de gérer leurs anciennes propriétés.

L'emprunt permettra à la Russie soviétique de reconstituer son économie plus rapidement qu'il n'eût été possible en dehors de l'utilisation par la Révolution de capitaux étrangers.

On voit très bien quels intérêts Mac Donald a représentés au cours des négociations avec les Soviets.

Ce ne sont nullement les intérêts de la classe ouvrière. Sans doute, Mac Donald a dû céder à contre-cœur à la protestation ouvrière qui s'éleva des rangs communistes et travaillistes lorsque la rupture des négociations était déjà presque un fait accompli.

Mac Donald a représenté les intérêts des fractions capitalistes dominantes, intéressées à la conclusion de l'accord. Ces fractions capitalistes avaient intérêt à pratiquer, comme Mac Donald a tenté de le faire, le chantage à la rupture.

Intérêts des porteurs de fonds russes, intérêts du capitalisme mercantile intéressé à s'assurer une place avantageuse sur le marché russe, intérêts de plusieurs puissantes compagnies pétrolières, propriétaires de puits dans la région de Bakou et dont les actions montaient ou baissaient selon les changements de perspectives de l'accord anglo-soviétique, voilà ce qu'a représenté, au cours des négociations, Mac Donald, vivant camouflage, d'apparence prolétarienne, des intérêts de l'impérialisme britannique.

Il va sans dire que le compromis tactique conclu par les Soviets ne saurait constituer un précédent d'ordre juridique international pour la reconnaissance des dettes en ce qui concerne la France.

Cela, pour une foule de raisons.

D'abord, les Soviets et le Parti Communiste russe qui dirige l'appareil gouvernemental de la Russie révolutionnaire des ouvriers et des paysans, ont sans cesse proclamé que la Révolution pouvant, à la rigueur, se passer du capital étranger, les conditions consenties aux Etats capitalistes seraient d'autant plus dures que ceux-ci auraient tardé plus longtemps à reconnaître les Soviets.

L'emprunt consenti par l'Angleterre permet à la Russie de faire beaucoup moins de concessions tactiques à la République bourgeoise de M. Herriot. Qui dispose de capitaux britanniques, peut se passer beaucoup plus aisément des capitaux français.

Il est évident d'ailleurs que l'Angleterre rivale de la France favorisera diplomatiquement et sourdement toute tendance intransigeante manifestée par la Russie vis-à-vis du Quai d'Orsay.

Dans l'ombre des coulisses diplomatiques, l'Angleterre peut être et est certainement l'alliée contre-révolutionnaire de la France pour préparer le renversement de la Russie bolchéviste. Mais tant que celle-ci demeure debout, l'Angleterre est la

rivale économique de la France sur le marché russe.

Nos capitalistes, désireux de ne pas se laisser supplanter par les concurrents anglais, ne manqueront pas de faire pression sur le gouvernement Herriot et permettront par là-même à la Russie de se montrer encore plus intransigeante.

Il faut aussi remarquer que le montant des dettes contractées par le tzarisme est beaucoup moins élevé en Angleterre qu'en France et, par suite, le compromis était beaucoup plus facile avec le gouvernement britannique qu'il ne l'est avec le gouvernement français.

Enfin, l'Angleterre a soutenu moins énergiquement et moins directement que la France les entreprises contre-révolutionnaires ; complots à l'intérieur aussi bien qu'interventions extérieures.

La Russie soviétique et le prolétariat du monde entier, y compris, et au tout premier rang, le prolétariat français, n'oublient pas que l'or du Quai d'Orsay a subventionné les criminels complots des S.-R., la formation des prisonniers tchécoslovaques en bandes contre-révolutionnaires, l'agression des Koltchak, des Youdenitch, des Dénikine et des Wrangel, ainsi que l'agression polonaise en 1920, sans compter le bombardement d'Odessa par l'escadre de la mer Noire, dont les matelots, heureusement, se révoltèrent. Le jour où M. Herriot présentera à la Russie la note des dettes tzaristes, la Russie révolutionnaire n'oubliera pas de présenter la note des dommages causés aux Soviets par la contre-révolution soudoyée par la France.

Enfin, les dettes contractées par le tzarisme ont servi à l'ancien régime pour mener son abominable politique de répression contre la classe ouvrière et il faut vraiment une certaine dose de cynisme pour réclamer aux travailleurs de Russie l'argent qui a servi autrefois à les opprimer, à les emprisonner, à les exiler, à les déporter en Sibérie, à les torturer ou à les pendre.

L'Angleterre bourgeoise, par la voix de Mac Donald, a du moins eu le bon sens de ne pas exiger, mais de discuter en vue d'un compromis. Elle a renoncé à prendre de grands airs de grande dame suffoquée, en présence de l'attitude d'une mécréante qui ose ne pas se croire obligée de payer des dettes qu'elle n'a pas contractées.

Si la France démocratique bourgeoise de M. Herriot prétend exiger de haut le paiement des dettes, qu'elle s'adresse à l'émigration blanche. C'est à celle-ci et non à la Russie bolchéviste que financiers et gouvernements de France, associés dans le même crime, ont prêté l'argent ramassé par le mensonge, l'argent escroqué aux petits paysans, aux petits boutiquiers et aux petits fonctionnaires.

Herriot comme Poincaré, loin de réclamer rien à l'émigration blanche, subventionne celle-ci afin qu'elle puisse développer son activité contre-révolutionnaire.

Si messieurs les bourgeois français et leurs valets socialistes veulent conclure un compromis avec la Russie, ils doivent s'approprier à le payer autrement cher que l'Angleterre. Et encore il n'est pas certain du tout que la Russie soit disposée à quelque compromis que ce soit avec la France. Le vent souffle à l'intransigeance la plus radicale dans l'opinion de la masse ouvrière russe.

Et, en tout cas, la force prolétarienne révolution-

naire française doit se dresser vigoureusement pour réclamer du Bloc des Gauches la reconnaissance sans condition du gouvernement des Soviets.

Dans d'éventuelles négociations franco-soviétiques, nous devons affaiblir la position de la République bourgeoise française, notre ennemie, et renforcer la position de notre République Soviétique russe.

Nous, communistes, et le prolétariat conscient avec nous, nous sommes pour Tchitchérine contre Herriot. Nous ne pouvons même pas être trahis à la patrie bourgeoise comme le clament les feuilles nationalistes. On ne peut pas trahir ses ennemis déclarés ; on ne peut que les combattre. Et la patrie capitaliste, celle de Herriot comme celle de Poincaré, compte en toute première place au nombre de nos ennemis déclarés.

L'accord anglo-soviétique ne suscite pas l'enthousiasme de la masse ouvrière russe, ni des cellules communistes du Parti russe. Ce n'est pas de cœur joie que les révolutionnaires peuvent consentir à un compromis avec leurs ennemis. Mais la classe ouvrière de Russie et son Parti bolchévik savent la nécessité de manœuvrer à certains moments.

C'est peut-être l'œuvre la plus importante de Lénine d'avoir appris au prolétariat à manœuvrer contre l'ennemi capitaliste dans les moments où l'attaque frontale est impossible.

Le Parti russe, les Soviets discuteront l'accord anglo-soviétique et décideront si cet accord doit être ratifié.

Rien de commun entre la discussion du traité par de vrais révolutionnaires et le dénigrement systématique auquel ne vont pas manquer de se livrer les chefs anarchistes du monde entier.

La tactique de ceux-ci est simple. Ils sont contre tout compromis, même s'il sert l'intérêt de la Révolution, on peut même dire surtout s'il sert l'intérêt de la Révolution.

Les anarchistes prennent une position semblable à celle de certains bourgeois qui reprochent aux Soviets de n'avoir pas encore réalisé le communisme intégral et d'avoir failli à leur mission en adoptant la Nep.

Tous les contre-révolutionnaires, qu'ils soient bourgeois ou anarchistes, auraient vivement souhaité que les bolchéviks, par une fausse intransigeance, ne tiennent pas compte des nécessités tactiques et mènent la Révolution à l'écrasement, au lieu de la conduire au communisme par le détour nécessaire de la Nep.

Attendons-nous à voir les anarchistes dénoncer à propos de l'accord anglo-soviétique l'opportunisme des Soviets et la capitulation des bolchéviks devant le capitalisme britannique.

En présentant les choses ainsi, messieurs les leaders anarchistes resteront dans leur rôle habituel qui est de soutenir la bourgeoisie contre la Révolution réelle, celle qui existe dans les faits, ou celle qu'on prépare dans la réalité ; non celle qu'ils se bornent à brailler dans les meetings pour tromper les ouvriers.

Présenter l'accord anglo-soviétique comme un phénomène d'opportunisme soviétique et comme une capitulation devant les capitalistes, c'est au fond aider la bourgeoisie française à s'autoriser comme d'un précédent du compromis tactique que constitue l'accord anglo-soviétique. C'est, en tentant de démoraliser la classe ouvrière française, en tentant de discréditer à ses yeux la Révolution russe, essayer d'affaiblir l'action du prolétariat français pour la reconnaissance sans condition.

Le caractère réel du compromis anglo-soviétique

peut être mis en lumière par une comparaison historique avec certains compromis consentis par la bourgeoisie après qu'elle eut renversé le vieux monde monarchique et féodal.

Lorsque, par la Révolution de 1789, la bourgeoisie eut balayé l'ancien régime, lorsque, par les armées de l'Empire, elle eut avec son Bonaparte porté la révolution bourgeoise dans toute l'Europe, elle dut, elle aussi, pour des raisons que je ne veux pas analyser ici, composer avec le monde ancien.

Elle dut faire ainsi dans son intérêt de classe. Il y eut la Restauration. La forme ancienne de la monarchie réapparut. Mais son contenu avait changé. La monarchie n'était plus le sommet d'une hiérarchie de féodaux souverains sur leurs domaines et de corporations bâties sur le modèle du moyen âge ; la monarchie n'exprimait plus la production agricole servile ou à demi-servile, ni la production artisanale. Elle était devenue la forme gouvernementale exprimant les intérêts de la production manufacturière et industrielle, le chargé d'affaires du capitalisme en plein développement.

La Révolution française avait nationalisé les terres appartenant aux émigrés et les avait ensuite vendues, soit à des bourgeois, soit à de petits paysans. Lorsque les émigrés rentrèrent, ils réclamèrent une compensation aux pertes qu'ils avaient subies et ils obtinrent sous Charles X, je crois, une indemnité de un milliard de francs.

C'était un compromis de la bourgeoisie avec l'ancien régime féodal. Mais ce qui est remarquable, c'est que le régime bourgeois ne rétablit pas les nobles dans leurs anciens droits. Elle ne leur donna pas la souveraineté sur la terre. Elle leur fit des concessions, mais selon les formes de la propriété bourgeoise : elle leur donna de l'argent.

Et les nobles purent sans doute racheter des terres, mais des terres sur lesquelles ils n'eurent qu'un droit de propriété bourgeoise qui ne leur conféra pas dans l'étendue des domaines ainsi acquis les droits de souveraineté féodale. Les nobles purent exploiter les paysans selon la forme bourgeoise. Ils ne purent ni battre la monnaie, ni rendre la justice, ni attacher le serf à la glèbe.

Pour la Révolution prolétarienne de Russie, la Nep a constitué une certaine restauration, partielle, limitée, rudement concurrencée par les organismes soviétiques, du capitalisme privé.

L'accord anglo-soviétique montre qu'en échange de l'emprunt garanti par l'Etat britannique, un compromis a été passé concernant les propriétaires d'exploitations industrielles. Mais quand ceux-ci recevront des compensations, ce ne pourra pas être sous la forme de la restitution de leur propriété bourgeoise. Ils devront se plier aux formes nouvelles de l'économie prolétarienne. Ils ne pourront être que les concessionnaires de leurs anciennes propriétés, qui appartiennent maintenant à tous les travailleurs de Russie. Ils ne pourront qu'être les gérants de leurs anciennes usines et ils seront soumis à toutes les lois de la Russie ouvrière et paysanne. Ils seront contrôlés par elle. Ils seront obligés de lui payer les redevances fixées et de garantir les droits des ouvriers par eux employés. S'ils n'exécutent pas les conditions fixées, la force de l'Etat prolétarien jouera contre eux. Et quand les concessions à long terme prendront fin, messieurs les capitalistes britanniques devront abandonner leur propriété et le matériel d'exploitation qu'ils y auront introduit.

A moins que d'ici la Révolution européenne ne vienne déposséder ces messieurs un peu plus vite qu'ils ne le voudraient.

De même que le milliard des émigrés marquait

la victoire du régime capitaliste sur le régime monarchiste et féodal en obligeant les hommes de l'ancien régime de s'adapter aux formes nouvelles de l'économie bourgeoise, de même les concessions prévues par l'accord anglo-soviétique marquent la victoire du régime soviétique en obligeant les capitalistes britanniques à s'adapter aux formes nouvelles de l'économie prolétarienne.

En Russie, messieurs les capitalistes étrangers, même avec l'appui de leurs gouvernements impérialistes, ne peuvent plus essayer de sauver quelque chose de leurs intérêts privés, sans travailler en même temps à l'évolution de la Nep vers une économie socialiste, puis communiste.

Une différence est à noter entre les compromis consentis par la bourgeoisie française au monde féodal et les compromis consentis par le prolétariat russe au monde capitaliste.

Les compromis bourgeois avaient pour objet d'unir l'ancien monde monarchique et féodal au nouveau monde capitaliste pour résister à la force prolétarienne montante qui s'était manifestée par le néo-jacobinisme et par le babouvisme, et qui devait ensuite se manifester par les révolutions de 1830, de 1848 et par la Commune de Paris. Ces compromis ne purent être conclus qu'après le renversement du parti jacobin, qui avait été l'âme de la Révolution bourgeoise française.

Les compromis consentis par le prolétariat russe ont pour objet, à travers les difficultés suscitées par la persistance provisoire du régime capitaliste dans le reste du monde, de manœuvrer pour agrandir et approfondir l'œuvre de construction révolutionnaire et communiste. Ces compromis sont conclus par le Parti bolchévique qui continue à diriger non seulement la Révolution russe, mais la Révolution mondiale.

On attribue à Lénine le mot suivant : « Si Thermidor est nécessaire, je le ferai moi-même ! » Je ne sais si Lénine a vraiment dit cela.

Mais le mot est digne de lui. Il est digne du maître génial de la Révolution ouvrière mondiale, de celui qui a appris au prolétariat universel à se servir de son Parti bolchévique, et de son Internationale Communiste, non seulement pour choisir le moment des assauts décisifs, mais aussi pour manœuvrer en vue de prendre ou de conserver le pouvoir afin d'utiliser la force de l'Etat prolétarien et de la faire servir à édifier pierre à pierre pendant tout une période de l'Histoire la Cité communiste qui ne connaîtra pas de frontières.

Moscou, le 22 août 1924.

Albert TREINT.

Hoeglund-Frossard

Le Comité National de la Fédération des Jeunes a chargé un de ses membres de rédiger un article sur la scission en Suède destiné à paraître dans l'organe de la Jeunesse suédoise. Nous le publions.

LA RÉDACTION.

Dans les divers congrès de l'Internationale, la diplomatie des opportunistes scandinaves ne nous surprit pas. En France, nous la connaissons très bien. Les scissions qui se sont produites l'année dernière en Norvège, cette année en Suède, étaient inévitables, tout comme la rupture avec Frossard fut nécessaire après le IV^e Congrès. Ces scissions ne sont pas des phénomènes particuliers à la Suède ou à la Norvège. Elles constituent une étape nécessaire dans la formation des partis communistes, c'est un phénomène international. Ce procès de purification de nos Partis s'est passé en Allemagne après l'échec révolutionnaire de 1921, Lévy fut l'homme représentatif de cette tendance contre-révolutionnaire dans nos rangs. Puis, en France, à la veille de l'occupation de la Ruhr, au moment où l'impérialisme français fit une pression morale gigantesque sur l'ensemble du pays pour pouvoir tenter son coup de banditisme en plein cœur de l'Allemagne. Les éléments nationalistes encore cachés dans nos rangs, à leur tête Frossard, prirent à leur compte tous les arguments des impérialistes français contre la Russie des Soviets, contre « l'impérialisme rouge » et profitèrent de cette circonstance pour se mettre en position de rupture avec le Parti. Celui-ci les vomit. En Norvège, Trampel représenta, en compagnie du docteur Bull, le même courant pessimiste, défaitiste, nationaliste et contre-révolutionnaire dans le parti norvégien. Chose caractéristique, quand l'Internationale proposa à ses sections le mot d'ordre du front unique, le docteur Bull tra-

duisit dans la presse norvégienne les articles de Victor Méric, lieutenant de Frossard, sorti du Parti avec lui, contre le front unique. La liaison entre ces deux fractions nationales du menchevisme international ne peut mieux être établie. Aujourd'hui, Höglund quitte le Parti ; il appuie sa décision sur le fait que l'Internationale communiste a réalisé une mauvaise politique en Norvège, que la Jeunesse Communiste suédoise est trop arrogante, et d'autres motifs que nous avons entendus des milliers de fois dans des dizaines de pays.

Au dernier Congrès Exécutif Elargi, quand Höglund faisait sa déclaration, un camarade français ouvrier, sorti de l'usine pour venir au 5^e Congrès, me dit : « On dirait Frossard. » En effet, Höglund peut être comparé à Frossard.

Pendant la guerre, Höglund, appartenant à un pays neutre, s'opposait à la grande boucherie impérialiste, il était très radical et représentait un point de vue tout à fait révolutionnaire. Cela lui était relativement facile. Il n'avait pas à lutter directement contre sa bourgeoisie, dont certaines parties étaient pacifistes. Il appartenait à la fraction la plus jeune du prolétariat, en général plus décidée à la lutte contre la guerre. Höglund restait dans le courant. En France, Frossard, placé dans des conditions plus difficiles que celles de Höglund, adopta une position plus souple, comme il convient à un opportuniste. Il servit la bourgeoisie française en neutralisant les esprits révolutionnaires des ouvriers. Il adopta la position minoritaire. Il vota les crédits et soutint ceux de ses amis qui les votaient à la Chambre. Puis, dans le pays, il tint avec eux le langage antiguerrier qui était le fait des minoritaires français. Cette position était facile et ne faisait pas courir grand risque à ses auteurs. Au fond, l'opportunisme de Höglund et celui de Frossard percent déjà, pen-

dant la guerre, peut-être un peu plus pour les français que pour les suédois.

Le triomphe de la Révolution russe, les batailles révolutionnaires de l'Europe centrale, les immenses mouvements de masses qui suivirent la guerre, l'effroi et les concessions de la bourgeoisie déterminèrent un certain nombre d'opportunistes à se rapprocher du courant révolutionnaire. Les masses exigeaient impérieusement la reprise des relations avec le prolétariat révolutionnaire. Et quelques répugnances que puissent avoir un Frossard ou un Höglund pour les moujiks de Russie, il leur fallait bien, coûte que coûte, sous la pression des masses ouvrières de leurs pays respectifs, adhérer à la III^e Internationale. Le secret des campagnes de Frossard pour la Révolution russe est contenu tout entier dans l'enthousiasme que les plus larges masses avaient pour elle.

La période des difficultés commença. Le procès de la révolution mondiale se ralentit. Quelques défaites de prolétariats nationaux n'ayant encore pu au cours d'un lustre constituer de grands partis révolutionnaires, dirigeant toute la masse ouvrière, l'offensive générale du capitalisme sous les formes les plus diverses, le raffermissement provisoire de quelques bourgeoisies, ont produit sur les opportunistes la plus grande impression. Le sentiment de la défaite définitive du prolétariat est entré dans leurs cœurs. Incapables de comprendre la puissance subjective d'action que peut avoir un Parti communiste dans une période de décadence bourgeoise, ils n'ont plus trouvé qu'une ressource, se vendre à la bourgeoisie. Ils y courent par le canal le plus direct, en tentant un rapprochement avec la social-démocratie.

Quelle que soit la forme sous laquelle ils quittent notre Internationale, quels que soient les arguments donnés à leur départ, critiques de gauche contre notre soi-disant opportunisme, ou critique de droite contre nos méthodes révolutionnaires trop brutales, ils sont destinés dans un temps très court à rejoindre la social-démocratie de Léon Blum, de Vanderwelde, de Branting. Ils peuvent constituer des partis « purs » indépendants, ce sont des bulles de savon qui crèvent à la première épreuve.

Lévy a laissé mourir « sa communauté de travail », il est entré dans la social-démocratie d'Allemagne, la plus répugnante des social-démocraties après celle de France. Frossard organisa un parti socialiste-communiste. En quelques mois, il devint le plumeur, le rédacteur politique, le coryphée du Bloc des gauches. C'est lui qui publia pendant une année des articles dans *Paris-Soir*, où il vantait à chaque ligne la valeur de la collaboration de classes, de la paix sociale, au moment où les impérialistes français assassinaient chaque jour, dans la Ruhr, des ouvriers allemands. Il prépara idéologiquement la campagne électorale du Bloc des gauches qui va du personnel de M. Poincaré à la gauche socialiste française. Puis, son parti tomba en pourriture. Les quelques ouvriers révolutionnaires intransigeants qui étaient sortis de chez nous par « purisme », sont revenus frapper à notre porte. Ils la trouvèrent largement ouverte. Les canailles petites-bourgeoises arrivistes, qui cherchent des mandats électoraux ou des fonctions rétribuées par le prolétariat, s'enfuirent rapidement une à une dans le parti socialiste à la veille des élections. Malheureusement, leurs buts ne furent pas réalisés, ni leurs appétits contents. Le parti socialiste les accueillit froidement et ne permit à aucun d'eux de percer pendant la campagne électorale. Il avait beau

coup trop de monde à placer lui-même. Le dernier carré du parti de Frossard, avec celui-ci en tête vient d'adhérer en bloc au parti socialiste. Quelques jours après le vote des crédits de la Ruhr par la fraction socialiste parlementaire, il semble que Frossard ait attendu des garanties sérieuses avant de rejoindre les socialistes. Ceux-ci ayant voté la Ruhr, le plan Dawes, la conscience de Frossard fut tranquillisée. Il peut maintenant, en toute sécurité, voguer à son aise dans les eaux socialistes. La bourgeoisie ne pourra plus lui adresser aucun reproche. La déchéance de Frossard fut rapide. Il ne pouvait en être autrement.

Höglund peut regarder l'évolution de Frossard. Elle sera la sienne. Le temps dans lequel il évoluera ne sera pas long. La bourgeoisie suédoise a déjà accueilli avec joie son acte de révolte contre la dictature de Moscou, parce que pour elle cet acte de révolte signifie que Höglund accepte la dictature bourgeoise. Tous les journaux bourgeois français ont souligné avec une joie non masquée le départ de Höglund de l'Internationale Communiste. « Encore un, disent-ils, qui a rompu avec Moscou ». Ces félicitations sont tout à fait symptomatiques. Bebel disait « quand la bourgeoisie me félicite, quelle bêtise ai-je donc pu faire ? » Aujourd'hui, ce n'est plus bêtise qu'il faut dire, c'est trahison.

Tout comme le Parti français s'est renforcé depuis que Frossard, obstacle à sa formation, nous a quitté ; le parti suédois libéré de ses ennemis intérieurs va se développer. Dans ce procès de formation du Parti, la Jeunesse Communiste doit jouer le plus grand rôle. En France, le Parti est étroitement lié avec la Jeunesse. Il la soutient énergiquement, mais, de son côté, celle-ci lui apporte à chaque instant des forces nouvelles, animées d'un esprit tout nouveau, celui des révolutionnaires russes. En Suède, nos jeunes camarades occupent déjà une place importante dans le Parti. Ils doivent fournir des efforts dix fois plus grands encore, pour aider le Parti à se renforcer. Dans le premier programme de l'Internationale Communiste des Jeunes, la lutte contre l'opportunisme et la social-démocratie était une des tâches fondamentales. Dans un certain nombre de pays, cette partie de l'activité de nos fédérations quoique complétée par d'autres tâches plus positives et immédiates pour la jeunesse ouvrière, reste encore primordiale.

En Suède, c'est le cas, comme cela l'était pendant la crise Frossard en France. Tous les efforts de nos jeunes camarades doivent être concentrés dans la lutte pour le Parti Communiste, contre le höglundisme. Ils sont certains dans ce travail de recevoir tout notre appui et de profiter du bénéfice de toute notre expérience.

J. DORIOT.

Tous les mouvements historiques ont été, jusqu'ici, accomplis par des minorités ou au profit de minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement spontané de l'immense majorité au profit de l'immense majorité. Le prolétariat, couche inférieure de la société actuelle, ne peut se soulever, se redresser, sans faire sauter toutes les couches superposées qui constituent la société officielle.

K. MARX (1847).

La violence est l'accoucheuse de toute société nouvelle qui en porte une nouvelle dans son sein.

K. MARX,

Les avances du Gouvernement Français aux Gouvernements Etrangers

Depuis l'ouverture des hostilités, le gouvernement français a été amené à faire à certains gouvernements alliés des avances, soit en numéraire, soit sous forme d'ouvertures de crédits, dans les écritures du Trésor, aux banques nationales des Etats bénéficiaires, pour leur permettre de procéder à des émissions de billets, soit sous la forme d'avances de fonds, soit sous forme de cessions de matériel de guerre.

Les avances consenties sous ces diverses formes sont inscrites à un compte spécial appelé « Avances à des gouvernements étrangers ». Les chiffres que nous donnons ci-dessous sont extraits d'un projet de loi portant fixation des recettes et des dépenses des comptes spéciaux du budget. Ce projet a été présenté devant la Chambre des députés par M. Charles de Lasteyrie, ministre des Finances dans le cabinet Poincaré, en date du 18 décembre 1923.

Au 15 novembre 1923, le total des avances effectivement réalisées, s'élève à 13 milliards 767 millions de francs se répartissant comme suit :

	en millions de francs
Russie	5.862
Belgique	3.772
Yougo-Slavie	1.740
Roumanie	1.077
Grèce	732
Pologne	413
Tchéco-Slovaquie	120
Autriche	55

Sur ces avances, une infime partie seulement a été remboursée, ces remboursements se répartissant de la façon suivante :

Roumanie	462.049 francs
Yougo-Slavie	22.000.000 —
Tchéco-Slovaquie	11.650.000 —
Autriche	30.000.000 —

Comme le remarque le ministre des finances, « le solde débiteur du compte reste considérable ». Il le restera sans doute longtemps, si nous nous basons sur les remboursements dérisoires des Etats de la Petite Entente ; tandis que l'Autriche très appauvrie a remboursé plus de la moitié de sa part de dette envers le Trésor français.

Le gouvernement français, quoique sachant parfaitement que les avances consenties aux Etats de la Petite Entente ne seront jamais remboursées, envisage de nouvelles avances à ces Etats. On sait quel rôle les capitalistes français veulent faire jouer aux Etats voisins de la Russie, quoique jusqu'à présent leurs efforts dans ce sens n'aient pas été couronnés de succès.

Ainsi, le 15 février 1923, la *Chambre des Députés* votait un projet de loi présenté par le gouvernement français, prévoyant des avances de 400 millions de francs à la Pologne ; avances remboursables, préalablement garanties et portant intérêt à 5 %.

Il est probable que, par suite de la situation financière pitoyable de la Pologne, ces avances ne seront jamais remboursées, pas plus que les inté-

rêts ne seront payés. Les garanties dont on parle dans le projet de loi consisteront sans doute en une prise d'hypothèques sur les richesses minières et sur les exploitations pétrolifères et de raffinage polonaises.

Cette avance de 400 millions doit servir à acquérir du matériel de guerre « qui sera prélevé sur les stocks existants, ou qui sera commandé à l'industrie française ».

Ce projet de loi n'ayant pas été voté par le Sénat, n'a pas encore reçu un commencement d'exécution si nous en croyons les déclarations officielles ; cependant, étant données les méthodes de nos gouvernants, il est possible que ce matériel ait déjà été livré.

Le 29 mai 1923, le gouvernement faisait adopter par la Chambre des Députés un projet de loi prévoyant des avances à la Roumanie s'élevant à 100 millions de francs, « en vue de lui procurer du matériel de guerre ». Ces avances n'ont pas été officiellement réalisées, mais là, comme pour la Pologne, les mêmes réflexions s'imposent.

Enfin, le gouvernement serbo-croate-slovene ayant demandé au gouvernement français une ouverture de 300 millions de francs « pour couvrir des achats de matériel à effectuer en France », un projet de loi en ce sens a été déposé devant la Chambre des Députés, où il fut voté le 12 juillet 1923, et le 17 décembre 1923 par le Sénat.

L'intervention en Russie

Dans le compte spécial « Cessions de matériel à des gouvernements étrangers », nous relevons des chiffres intéressants sur la politique française d'intervention en Russie :

Compte Denikine, Wrangel, Youdenitch	62.000.000
— Finlande	20.000.000
— Lithuanie	5.000.000
— Esthonie	14.000.000
— Lettonie	11.000.000

Nous avons relevé les cessions de matériel consenties à ces Etats voisins de la Russie, supposant que ces cessions, faites au cours de l'intervention contre-révolutionnaire des puissances alliées en Russie, peuvent être groupées avec les cessions de matériel consenties aux généraux blancs contre-révolutionnaires.

Etant donné l'effort considérable fourni par le gouvernement français contre la Russie soviétique, il nous semble que les chiffres donnés pour l'évaluation du coût de l'intervention française sont bien au-dessous de la vérité.

Il est à remarquer aussi qu'aucun renseignement n'a été donné pour l'aide apportée à Koltchak.

En prêtant de l'argent à un taux officiel de 5 % (en fait, c'est à fonds perdus), l'Etat doit faire appel au crédit public pour faire face aux dépenses de cet ordre et de bien d'autre genre aussi.

Ainsi, le Trésor emprunte, en 1924, de l'argent à 7,61 %. Comme les avances aux gouvernements étrangers ne rapportent qu'un intérêt théorique de 5 %, c'est donc une perte annuelle de 2,61 %

que doit supporter l'Etat français et, par répercussion, le contribuable.

Lorsque nous affirmons que les Etats de la Petite Entente, qui font appel continuellement au crédit français, sont incapables de rembourser leurs dettes et même d'assurer le simple paiement de leurs intérêts, nous ne nous trompons sans doute pas.

Sur un montant de dépenses générales s'élevant dans le budget yougo-slave de 1922-23 à plus de 652 millions de dinars, 430 millions de dinars sont absorbés par le service de la dette.

Et nous ne tenons pas compte des dettes envers les régions qui ont été rattachées au royaume yougo-slave après la guerre.

Actuellement, la Yougo-Slavie se trouve dans une situation financière très difficile. Elle s'est vu obligée de suspendre le service des intérêts de plusieurs emprunts à l'étranger, ce dont les por-

teurs de titres étrangers se montrent tout à fait indisposés.

La situation en Roumanie n'est guère plus brillante ; quant à la Pologne, on sait de quelle crise financière elle vient péniblement de se tirer. Pour combien de temps, d'ailleurs ?

Nous ne pensons pas que le gouvernement de M. Herriot ait, vis-à-vis des Etats débiteurs de la France, une autre attitude que celle adoptée par Clemenceau ou par Poincaré.

Les puissances financières et industrielles ont tant d'intérêts dans l'Europe Centrale et dans les Balkans, elles ont tellement peur de voir l'influence communiste s'étendre sur ces régions, que tous les gouvernements bourgeois qui se succéderont en France devront continuer à jeter des centaines de millions aux Etats mercenaires de la Petite Entente, qui devront se dresser contre la Russie le cas échéant.

DUPLEIX.

La Question Agraire en France

Comment organiser les Paysans ?

Pour que les paysans puissent remplir le rôle qui leur incombera en période révolutionnaire, c'est-à-dire soutenir le prolétariat dans sa lutte contre le régime bourgeois, il importe de les soustraire le plus rapidement possible à l'influence — jusqu'ici prépondérante — des gros propriétaires fonciers, des politiciens de toute sorte et de leurs agents, en les groupant dans des *organisations indépendantes*.

L'un des principaux obstacles qui s'était jusqu'à ces derniers temps opposé au groupement des paysans sur le terrain de la lutte de classes était constitué par l'absence d'une organisation révolutionnaire répondant à leurs aspirations et à leurs besoins. En dehors de l'affiliation aux partis bourgeois, il ne leur restait, en effet, que deux alternatives : ou bien adhérer au Parti communiste, qui ne peut grouper dans son sein que la fraction la mieux éduquée des travailleurs des champs, ou bien rejoindre les organisations syndicales. Quoique les statuts de la Fédération Unitaire de l'Agriculture stipulent que les petits possédants, vivant de leur travail sans exploiter personne, peuvent être admis, il est clair que les syndicats ouvriers, créés spécialement pour la défense des intérêts des travailleurs salariés, perdent une grande partie de leur efficacité dans leur action en faveur des petits propriétaires, dont les revendications revêtent un caractère spécial et sont souvent différentes de celles des ouvriers agricoles. De plus, une certaine catégorie de paysans travaillant eux-mêmes étaient rejetés de l'organisation, parce qu'occupant d'une façon temporaire ou permanente de la main-d'œuvre salariée.

Aussi la création de l'Internationale Paysanne, qui a comblé une grave lacune, doit-elle être sa- luée comme un événement d'une grande importance, qui permettra d'organiser les masses rurales et de constituer, non plus sur le terrain électoral, mais sur le terrain de la lutte quoti-

dienne pour le renversement de la bourgeoisie, le bloc des ouvriers et des paysans.

Les catégories de paysans à organiser

Avant d'examiner les formes organiques à donner aux associations paysannes, il importe de déterminer les catégories de travailleurs appelés à entrer dans leur sein.

La classification généralement admise — des paysans — d'après la quantité de terre possédée par chaque catégorie (1° petits exploitants de 1 à 10 hectares ; 2° moyens propriétaires de 10 à 40 hectares ; gros propriétaires fonciers, au-dessus de 40 hectares), est quelque peu arbitraire et ne peut aucunement servir de base à la discrimination des paysans devant faire partie ou non des organisations agricoles adhérentes à l'Internationale Paysanne, car il arrive fréquemment qu'un propriétaire de 40 ou 50 hectares de terre dans les montagnes des Alpes, des Pyrénées ou du Massif Central, végète misérablement, tandis qu'un jardinier ou un primeuriste possédant de 5 à 10 hectares de terre aux environs d'une grande ville, vit confortablement du travail de ses ouvriers.

La meilleure formule à employer est à coup sûr celle préconisée par la Fédération des Travailleurs de la Terre, qui n'admet dans ses rangs que les paysans, petits et moyens, participant personnellement au travail agricole. Cette formule très claire a en outre l'avantage d'exclure automatiquement de l'organisation les gros et moyens propriétaires non travailleurs, ainsi que la multitude de faux paysans qui s'emparent de la direction des syndicats agricoles, afin de les utiliser pour leurs fins politiques. Les catégories de paysans qui peuvent ainsi trouver place dans les organisations révolutionnaires à la campagne sont d'abord les 2 millions 1/2 de petits propriétaires et, ensuite, environ la moitié des 745.000 moyens paysans qui

exploitent eux-mêmes leurs propriétés. (Voir numéro 85 du B. C.)

Reste un groupe intermédiaire de travailleurs ruraux, constitué par les *fermiers* et les *métayers*, dont on n'a pas encore très clairement déterminé la situation et indiqué l'organisation à laquelle ils doivent appartenir. Si leurs conditions de travail et les revendications générales qu'ils ont à formuler se rapprochent sur beaucoup de points de celles des petits paysans, leur qualité de salariés, dépossédés de leurs instruments de travail, doit leur faire trouver place dans les organisations d'ouvriers agricoles. Telle est d'ailleurs la conception des *syndicats de métayers du Lot-et-Garonne* et du *Gers*, qui ont donné leur adhésion à la Fédération Unitaire de l'Agriculture.

Les formes d'organisations des paysans

Quelles formes donner aux organisations de paysans ? Faut-il constituer un Parti agraire ou créer un groupement économique ? Convient-il d'englober dans un même syndicat les petits paysans, les métayers et les ouvriers agricoles et forestiers, ou bien faut-il constituer des organisations indépendantes ?

La constitution d'un *Parti paysan* aurait le double inconvénient de faire perdre de vue à une catégorie de travailleurs à l'esprit de classe peu développé, que le Parti communiste est le seul parti dirigeant de la classe ouvrière, et de rendre plus malaisées les liaisons indispensables avec les organisations économiques des travailleurs industriels.

D'ailleurs, les tentatives faites par la bourgeoisie en vue de la constitution d'un parti agraire ont échoué, malgré que ses protagonistes, le sénateur Jean Durand et Henri Javal, lui aient, dans leur bulletin de propagande, assigné un rôle conservateur et rétrograde, en le déclarant par avance : « respectueux de toutes les croyances et très attaché au droit de propriété ». Il est douteux que les tentatives en vue de la création d'un parti paysan révolutionnaire aient plus de succès.

D'autre part, les besoins et les aspirations des paysans ayant jusqu'ici trouvé leur expression au sein des *organisations économiques*, c'est dans cette voie que doivent être orientés nos efforts, d'autant plus que le caractère utilitaire de ces organisations permet de recruter facilement et de retenir dans leur sein une grande quantité de travailleurs ruraux.

Le principe de l'*organisation mixte*, préconisé par la bourgeoisie, doit être énergiquement *combattu*, son but étant de faire perdre aux ouvriers qui se trouvent réunis dans son sein, la saine notion de la lutte de classes et de semer la confusion dans leur esprit.

L'objectif à atteindre consiste dans la création de fortes organisations indépendantes de paysans, de les grouper sur la *base coopérative* d'achats en commun, de coopératives de production ayant de fortes attaches avec les coopératives ouvrières de consommation et de les lier aux syndicats ouvriers pour mener la lutte quotidienne, tant sur le terrain revendicatif que sur le terrain social et économique.

Les organisations existantes

Il reste à déterminer l'attitude à prendre envers les groupements paysans déjà existants, en raison du rôle et de la composition différente des

syndicats, en raison des situations particulières à chaque région, il n'est guère possible d'établir des règles uniformes de lutte, qui ne peuvent être déterminées que par l'étude des tendances et de l'organisation des groupements locaux ou régionaux.

D'une manière générale, trois attitudes sont possibles :

1° Dans les régions où les travailleurs ruraux sont encore inorganisés, créer des syndicats exclusivement composés de paysans travailleurs ;

2° Dans les régions où les organisations existantes peuvent être gagnées à notre influence, préconiser le noyautage en vue d'en chasser les gros propriétaires fonciers et les politiciens ;

3° Dans les régions où existent des organisations qui, en raison de leur constitution spéciale ou de leur manque d'activité, ne se prêtent pas au noyautage, préconiser sans hésitation la scission, en faisant sortir des syndicats les paysans travailleurs pour les organiser sur le terrain de la lutte de classes.

Dans quelques régions, les paysans, instruits par la guerre, ont essayé de se libérer de la tutelle des gros propriétaires fonciers et ont créé des syndicats indépendants. La plus importante de ces organisations est la *Fédération des Travailleurs de la Terre*, qui groupe plus de 3.000 adhérents. Elle a été créée en 1922 avec les buts spéciaux suivants : « Faciliter l'acquisition d'engrais, instruments, animaux, semences et toutes matières premières utiles à l'agriculture ; favoriser la vente des produits et de tendre vers la vente directe aux consommateurs, et d'arriver aussi à la production par association, à la coopération sous toutes ses formes. » Elle a donc érigé en principe la non-adhésion des propriétaires non paysans. Ne peuvent entrer dans les syndicats adhérents à la Fédération que les propriétaires exploitants, soit seuls, soit avec l'aide de leur famille, et les fermiers, métayers et ouvriers agricoles isolés. Plaçant résolument son action sur le terrain de la lutte de classes, la Fédération des Travailleurs de la Terre avait, en 1923, donné son *adhésion à la C. G. T. U.* Elle constitue en ce moment le noyau initial des groupements de paysans partisans de l'Internationale Paysanne.

L'organisation intérieure de ce groupement, les résultats acquis dans un laps de temps assez court, peuvent servir utilement de modèle pour la création de nouveaux syndicats. En modifiant ses statuts dans un sens plus radical et d'une collaboration plus intime avec les syndicats d'ouvriers agricoles et industriels, elle contribuera, en se développant, à faire disparaître l'hostilité existant entre travailleurs ruraux et ouvriers urbains, antagonisme artificiel sur lequel repose toute la puissance du régime bourgeois.

J. CASTEL.

L'Etat est le produit de la manifestation de l'antagonisme inconciliable des classes. L'Etat apparaît là et dans la mesure où les contradictions de classes ne peuvent objectivement être conciliées.

N. LÉNINE.

L'Etat est un organe de domination de classe, un organe d'asservissement d'une classe par une autre ; il est la création d'un « ordre » de choses qui légalise et consolide cet asservissement.

N. LÉNINE.

Documents sur le V^e Congrès de l'Internationale Communiste

Résolution du V^e Congrès de l'I. C. sur la Tactique

La situation internationale

1. — La phase démocratico-pacifiste

Ce qui frappe, dans la situation politique internationale actuelle, c'est le début d'une phase démocratico-pacifiste. Ce zigzag de la politique de la bourgeoisie avait été prédit par le IV^e Congrès de l'I.C., qui se tint à l'apogée de la réaction universelle.

Cette apparence de phase démocratico-pacifiste est à l'heure actuelle caractérisée par les faits suivants :

En Angleterre, un gouvernement soi-disant « travailliste » dirigé par les chefs de la II^e Internationale, est au pouvoir.

En France, les élections ont donné la victoire au Bloc des Gauches et le Parti Socialiste, un des plus importants de la II^e Internationale, est pratiquement partie intégrante du gouvernement.

En Allemagne, la propagande pour le rapport des experts dénote une tendance au renforcement des illusions démocratico-pacifistes et de la social-démocratie, interprète de cette politique ; par contre, les classes dominantes prétendent se servir de ce rapport des experts et de la social-démocratie pour redoubler de cynisme et de brutalité dans l'exploitation des travailleurs et la répression du mouvement révolutionnaire. La social-démocratie demeure, sous quelque aspect que ce soit, un parti collaborant au pouvoir avec la bourgeoisie et, d'une façon ou de l'autre, consolidant la dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat.

En Allemagne, malgré le résultat des élections parlementaires, qui ont fortifié les partis extrêmes, un gouvernement d'opinion moyenne reste au pouvoir, s'appuyant également en fait sur la social-démocratie.

En Amérique, a triomphé l'aile démocratico-pacifiste de l'impérialisme, qui consent à intervenir dans les affaires européennes et est prête à soutenir les conclusions des experts. Le mouvement croissant pour la formation d'un tiers parti petit-bourgeois donne également une idée du progrès des dispositions démocratico-pacifistes.

Au Japon, la bourgeoisie « démocratique » marche également à la conquête du pouvoir et se prépare à remplacer au gouvernail le parti féodal. Le changement récent de gouvernement est aussi interprété comme une victoire de la « démocratie » et du pacifisme.

Au Danemark, un gouvernement soi-disant ouvrier, ayant à sa tête un des représentants les plus en vue de la II^e Internationale, est au pouvoir.

En Belgique, les prochaines élections peuvent amener au pouvoir les chefs du Parti « ouvrier », qui sont déjà de fait des ministres sans portefeuille.

En Autriche, la social-démocratie a remporté une grande victoire électorale et constitue pratiquement un des piliers du régime bourgeois.

En Tchécoslovaquie, en Pologne et aussi particu-

lièrement dans les Balkans, où la bourgeoisie est sous la dépendance des impérialistes des grandes puissances de l'Entente, s'annonce la répercussion des changements qui ont eu lieu en Angleterre et en France.

2. — Le sens réel de l'étape actuelle de la politique internationale

En réalité, cette évolution n'est nullement l'aurore d'une stabilisation de l'ordre capitaliste fondé sur la « démocratie » et sur la paix. Elle n'est qu'un paravent derrière lequel la réaction bourgeoise universelle se masque pour tromper une fois de plus le peuple.

La phase « démocratico-pacifiste » n'a pas abouti et ne peut aboutir à la réduction des armements, qui, au contraire, augmentent avec une rapidité effrayante. Les intrigues de la diplomatie secrète sont plus florissantes que jamais. Chaque démocratie s'arme plus ou moins ouvertement en prévision des conflits impérialistes qui peuvent surgir entre elle et les démocraties voisines.

Le conflit fondamental entre les impérialismes américain et japonais n'est nullement réglé. Ce conflit, qui amènera fatalement une nouvelle explosion de guerres impérialistes, continue à se développer automatiquement.

Les oppositions d'intérêts entre les coteries impérialistes d'Angleterre et de France ne sont nullement résolues par la victoire de la « démocratie » dans l'un et l'autre pays. Il n'y a que la forme de changée.

Le pillage des colonies et des pays semi-coloniaux demeure la condition naturelle du « progrès » et de la « civilisation ».

3. — La conclusion des experts

L'Evangile de la « démocratie » et du « pacifisme » contemporains, ce sont les conclusions des experts. Le plan Dawes, en réalité, a pour but l'exploitation des travailleurs d'Allemagne et constitue une tentative d'impérialistes, hier encore ennemis, pour rétablir leurs affaires aux dépens des travailleurs de « leurs » propres pays.

L'occupation de la Ruhr n'a pas donné les résultats qu'en attendaient les impérialistes français. Le pillage déclaré n'ayant pas réussi, on a cherché une issue au problème des réparations dans un pillage prolongé, méthodique, sous des phrases démocratico-pacifistes.

C'est à ce pillage que procèdent les impérialistes de l'Entente, soutenus par les éléments les plus intéressés de la bourgeoisie allemande et par la social-démocratie au service de la bourgeoisie.

Les conclusions des experts, auxquelles se rallie toute la social-démocratie internationale contre-révolutionnaire, sont le document le plus honteux de notre temps. C'est la corde au cou des travailleurs non seulement d'Allemagne, mais de nombre d'autres pays.

En appuyant les conclusions des experts, la so-

cial-démocratie ne trahit pas moins la cause ouvrière que lors de la guerre impérialiste, car les conclusions des experts ne sont que la continuation de la guerre par d'autres moyens.

Ces conclusions, même si elles reçoivent un commencement d'exécution, ne peuvent en aucune façon résoudre les conflits d'intérêts entre les divers groupements impérialistes. Ces intérêts ne tentent de s'accorder actuellement sur le papier que pour s'entrechoquer encore plus violemment à bref délai.

4. — La situation internationale de l'U.R.S.S.

La seule contrée qui cherche à réaliser systématiquement et intégralement sa politique de paix, c'est l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Le premier pays où la Révolution prolétarienne a triomphé, entouré de tous côtés d'ennemis bourgeois, poursuit héroïquement et infatigablement une politique de paix.

Pendant la période qui vient de s'écouler, l'U.R.S.S. a sensiblement fortifié sa situation internationale. La prospérité croissante à l'intérieur, l'appui de tout ce qu'il y a d'honnête et de conscient dans la classe ouvrière internationale et l'habile politique du gouvernement soviétique ont conduit à la reconnaissance *de jure* de l'U.R.S.S. par quelques-uns des Etats les plus puissants du monde.

Cependant, il n'est pas impossible que cette phase démocratico-pacifiste soit marquée pour le premier Etat prolétarien par de nouvelles difficultés. Il est hors de doute que la fraction la plus traîtresse de la « démocratie » travaille actuellement à constituer en politique internationale un front unique contre l'U.R.S.S. pour mettre à genoux la Révolution prolétarienne victorieuse et la forcer à payer les vieilles dettes du tsarisme, soit sous une forme analogue aux conclusions des experts, soit sous une autre.

Il ne faut pas oublier que l'ère démocratico-pacifiste est une des dernières phases du capitalisme. Plus la position devient difficile pour la bourgeoisie internationale, et plus une aventure militaire contre l'U.R.S.S. devient vraisemblable.

La participation des social-démocrates aux gouvernements « démocratiques » ne fait qu'augmenter le danger. Dans leur haine des Soviets, les chefs contre-révolutionnaires de la social-démocratie se résoudreont encore plus vite à une aventure militaire que certains bourgeois.

La classe ouvrière doit s'attendre à ce que la réaction, qui opère aujourd'hui sous le pavillon du pacifisme « démocratique », cherche à créer ce front unique contre l'U.R.S.S. Les ouvriers du monde entier lutteront avec un dévouement sans réserve contre cette politique des classes dominantes et feront le nécessaire pour briser la chaîne.

5. — La politique internationale de la social-démocratie

La social-démocratie contre-révolutionnaire qui, au mois d'août 1914, a dû lever le masque et soutenir ouvertement dans chaque pays sa bourgeoisie, suit aujourd'hui la même politique sous une forme déguisée. Partout où elle est une force importante elle soutient comme par le passé « ses » impérialistes, en masquant cette trahison des mots sonores de démocratie et de pacifisme. Ce sont les chefs de la social-démocratie qui sont actuellement les partisans les plus ardents du rapport des experts, d'un nouvel isolement de l'U.R.S.S. et même d'une attaque directe du capital international contre la première Révolution prolétarienne du monde.

Cependant, pour endormir la vigilance des masses, ils prodiguent dans leurs Congrès les phrases mensongères sur la grève générale, comme moyen d'empêcher la guerre.

Entre les chefs politiques de la bourgeoisie et ceux de la social-démocratie contre-révolutionnaire, il y a seulement division du travail : les premiers créent une apparence d'ère démocratico-pacifiste ; les seconds tâchent de développer les illusions « démocratico-pacifistes » au sein des classes laborieuses.

Le problème du Pouvoir

1. — L'ébranlement du régime bourgeois

Le régime bourgeois a, pour un certain laps de temps, sauvé son existence, bien que la première guerre impérialiste mondiale ait provoqué, sur la fin, une immense explosion de mécontentement populaire. Mais les forces du prolétariat international étaient insuffisamment organisées et les partis prolétariens trop faibles pour qu'une victoire de la révolution prolétarienne à la fin de la guerre impérialiste fût possible.

Cette guerre n'en a pas moins causé des secousses profondes. Ses suites se feront sentir encore pendant bien des années. Ses conséquences sociales et politiques ne font encore que de se dessiner.

Les traités impérialistes n'ont été, comme l'occupation de la Ruhr l'a montré, qu'une continuation de la guerre avec d'autres moyens ; ils n'ont pas guéri les blessures faites par la guerre. Les conséquences de la guerre ne sont pas et ne seront pas écartées par les méthodes capitalistes.

En tout cas, à la suite de la première guerre impérialiste mondiale, le régime capitaliste apparaît sapé et ébranlé à la fois économiquement et politiquement. Les symptômes de la fragilité du capitalisme se montrent parfois avec une évidence plus frappante encore dans la politique que dans l'économie.

Le changement rapide et incessant des gouvernements est un de ces symptômes. Dans maints pays le problème du pouvoir est à l'ordre du jour, sous une forme inconnue avant la guerre.

2. — Les deux politiques de la bourgeoisie

La période d'après-guerre a révélé deux tendances politiques de la bourgeoisie : l'une franchement réactionnaire et l'autre démocratico-réformiste. L'incarnation la plus marquante de la première est Poincaré et de la seconde Lloyd George.

Dans ces années de crise révolutionnaire, ce phénomène n'est pas fortuit. Quand le sol tremble sous le pied de la bourgeoisie, quand les événements révolutionnaires s'annoncent manifestement, que les forces prolétariennes se groupent pour donner l'assaut du régime capitaliste, deux politiques s'offrent aux chefs de la classe dominante : l'une tendant à écraser et à réprimer les forces révolutionnaires avant leur plein développement, par une furieuse campagne contre elles ; l'autre, plus clairvoyante, qui, au moyen de petites concessions, en corrompant les dirigeants de la classe ouvrière, en un mot par la démocratie, le pacifisme, s'efforce de modifier le rapport des forces en faveur de la bourgeoisie.

3. — Entre la social-démocratie et le fascisme

La bourgeoisie ne peut plus gouverner avec les anciennes méthodes. C'est un des symptômes de l'approche lente, mais sûre, de la révolution prolétarienne. La bourgeoisie a recours tantôt aux bons offices du fascisme et tantôt à ceux de la social-dé-

mocratique. Dans les deux cas, elle tâche de masquer le caractère capitaliste de sa domination et de lui donner des traits plus ou moins « populaires ».

Fascistes (première période de Mussolini) et social-démocrates (première époque de Noske) servent la bourgeoisie en tant qu'organisation de combat, bandes armées, troupes de choc contre l'armée prolétarienne naissante.

Avec l'aide du fascisme et de la social-démocratie, la bourgeoisie essaye de regrouper les forces sociales en fabriquant l'apparence d'une victoire politique de la petite-bourgeoisie et d'une participation du peuple à l'exercice du pouvoir.

4. — La social-démocratie, tiers parti de la bourgeoisie

En Amérique, il se fait beaucoup de bruit autour de la création d'un tiers parti de la bourgeoisie (la petite bourgeoisie). En France, la social-démocratie est déjà en un certain sens ce tiers parti.

La chose est particulièrement visible en Angleterre, où, aux deux partis classiques de la bourgeoisie qui jadis se relevaient pratiquement l'un l'autre au pouvoir, s'est ajouté comme facteur gouvernemental le *Labour Party*, qui fait en réalité à peu près la politique d'une des ailes de la bourgeoisie. Les chefs traitres du *Labour Party* sont appelés à coopérer plusieurs années, sous une forme ou sous une autre, à l'exercice du pouvoir de la bourgeoisie.

Il est également hors de doute qu'en France, en Angleterre et dans beaucoup d'autres pays les leaders de la II^e Internationale jouent le rôle de misérables bourgeois et sont pratiquement à la tête d'une fraction de la bourgeoisie « démocratique ».

Depuis longtemps déjà, la droite du mouvement ouvrier dégénère de plus en plus en gauche de la bourgeoisie et, par endroits, en gauche du fascisme. C'est pourquoi il est historiquement faux de parler de victoire du fascisme sur la social-démocratie. Le fascisme et la social-démocratie (dans la mesure où il s'agit des dirigeants) sont la main droite et la main gauche du capitalisme contemporain, ébranlé par la première guerre impérialiste mondiale et par les premières révoltes des travailleurs.

5. La social-démocratie de nouveau au pouvoir

Pendant et immédiatement après la guerre, les leaders de la 2^e Internationale se sont trouvés au pouvoir dans un certain nombre de pays. Le fait s'expliquait par le besoin des impérialistes d'opposer le mouvement ouvrier de chaque pays à celui du pays ennemi.

A l'heure actuelle, la bourgeoisie invite de nouveau les chefs de la social-démocratie à partager le pouvoir avec elle, et cela en pleine paix, à une époque « normale ». C'est là un fait qui, à n'en pas douter, atteste l'instabilité de l'hégémonie bourgeoise, les contradictions et les crises terribles que recèle pour la bourgeoisie la situation actuelle.

6. Entre la terreur blanche et les « gouvernements ouvriers »

Malgré une apparence de consolidation, le régime bourgeois est en réalité de plus en plus miné. Sa position devient de plus en plus instable. Le parlementarisme vit ses derniers moments. Sur les ruines du vieux parlementarisme, la bourgeoisie a de plus en plus de peine à établir un équilibre tant soit peu solide. Les dernières élections en France et en Allemagne ont

sont une illustration : voilà deux Parlements bourgeois de deux grands Etats d'Europe qui n'ont pas de majorité stable. La bourgeoisie sera ballottée de la terreur blanche au « gouvernement ouvrier ».

Il peut arriver que, dans un avenir prochain, nous voyions des « gouvernements ouvriers » non pas dans un ou deux pays, mais dans beaucoup. Ils seront le résultat de la lutte du prolétariat pour le pouvoir et des hésitations de la bourgeoisie, inévitables dans la période actuelle.

Objectivement, ces « gouvernements ouvriers » peuvent être un progrès, en ce sens qu'ils témoignent de la dislocation progressive du régime bourgeois et du manque de suite dans la politique des classes dominantes. Le gouvernement « ouvrier » (en réalité, libéral) de Mac Donald est un progrès.

Mais le rôle des véritables partisans de la révolution prolétarienne doit consister non pas à porter aux nues de semblables gouvernements « ouvriers », mais à grouper l'armée prolétarienne pour la lutte révolutionnaire intransigeante et à franchir au plus vite cette étape du gouvernement soi-disant ouvrier pour faire triompher la dictature du prolétariat.

7. La signification objective et les perspectives probables de la phase démocratico-pacifiste

Objectivement, la phase démocratico-pacifiste que nous traversons montre que la bourgeoisie ne peut plus se maintenir au pouvoir au moyen des anciennes méthodes. Elle est l'expression de la faiblesse du régime capitaliste et de son déclin.

Les gouvernements démocratico-pacifistes actuellement au pouvoir, de même que tous les gouvernements de type analogue qui peuvent y venir, loin de mener une politique réellement démocratique et pacifique, se teinteront très vite de fascisme. La lutte de classes, loin de se calmer, s'exaspérera encore dans le cadre de cette « démocratie », de ce « pacifisme ». L'alternance des régimes (démocratie, fascisme, démocratie) sapera encore plus profondément la base du capitalisme, déjà ébranlée. De chaque changement, les masses populaires et, au premier chef, les masses prolétariennes, sortiront enrichies d'expérience politique et plus décidées à la lutte, tandis que la bourgeoisie et les leaders social-démocrates qui la servent en sortiront chaque fois plus affaiblis, plus démoralisés, moins confiants en eux-mêmes et en leur politique.

Ainsi croîtront les forces de la Révolution prolétarienne jusqu'au jour de sa victoire décisive.

La création de grands partis communistes, problème central de toute une époque

1. La crise du capitalisme et le facteur subjectif

Si la bourgeoisie mondiale n'a pas été vaincue au terme de la guerre impérialiste, c'est surtout parce que nous n'avions pas dans les pays importants de grands partis communistes capables d'organiser la Révolution et de mener au combat les masses spontanément levées contre les fauteurs de la guerre. Le capitalisme a dû à cette circonstance un certain répit.

A un moment où le capitalisme ne peut plus régner sans la social-démocratie, où le mal chronique qui le ronge se développe de plus en plus rapidement, le facteur subjectif, c'est-à-dire le degré d'organisation du prolétariat et de son avant-

garde, les partis communistes, acquiert une importance de premier ordre.

2. Aux masses

Le mot d'ordre lancé par le 3^e Congrès mondial : Aux masses ! conserve entièrement sa valeur. Les succès remportés par l'I. C. dans la période écoulée n'en sont que les premiers fruits. Certaines sections ne les ont pas encore consolidés, et si, dans la conquête des masses, nous n'avancions pas, nous pouvons facilement reculer.

3. La conquête de la majorité

Le 4^e Congrès s'exprime de la façon suivante au sujet de la conquête de la majorité :

§ 3 La conquête de la majorité

Dans ces conditions, la directive fondamentale du 3^e Congrès mondial : « Étendre l'influence communiste sur la majorité de la classe ouvrière et mener au combat une partie importante de cette classe », subsiste dans toute sa force.

La conception suivant laquelle, dans l'équilibre instable actuel de la société bourgeoise, la plus grave crise peut subitement éclater par suite d'une grande grève, d'un soulèvement colonial, d'une nouvelle guerre, ou même d'une crise parlementaire, garde toute sa force aujourd'hui encore plus qu'à l'époque du 3^e Congrès. Mais c'est précisément pour cela que le facteur « subjectif », c'est-à-dire le degré de conscience, de volonté, de combat et d'organisation de la classe ouvrière et de son avant-garde, acquiert une importance énorme.

La majorité de la classe ouvrière d'Amérique et d'Europe doit être gagnée à notre cause, c'est la tâche essentielle de l'I. C. à présent comme auparavant.

Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, l'I. C. a deux tâches : 1^o créer un noyau de Parti communiste qui défende les intérêts généraux du prolétariat ; 2^o appuyer de toutes ses forces le mouvement national révolutionnaire dirigé contre l'impérialisme, devenir l'avant-garde de ce mouvement, mettre en relief et renforcer le mouvement social au sein du mouvement national.

Le 5^e Congrès confirme intégralement les formules des 3^e et 4^e Congrès. Il repousse catégoriquement comme erronées, d'une part, les tendances de droite qui exigent la conquête préalable de l'immense majorité de la classe ouvrière et estime qu'il ne saurait être question de batailles révolutionnaires sérieuses avant l'acquisition au communisme de 99 % des travailleurs ; et, d'autre part, l'opinion de l'extrême-gauche, qui n'a pas encore compris la portée universelle et décisive du mot d'ordre : « Aux masses ! », et qui a l'air parfois de croire que les Partis communistes peuvent être des organisations d'une minorité prolétarienne terroriste et que, sans embrasser les masses, ils peuvent les conduire au combat n'importe quand.

Les conditions de la formation de partis communistes de masses

Ces conditions sont les suivantes :

1. La construction du Parti sur la base des cellules d'usines

L'immense majorité des partis communistes l'Europe conserve les vieux principes d'organisation empruntés à la social-démocratie. C'est le vestige d'une époque où le Parti était considéré comme une machine électorale auxiliaire. Il ne peut être question de créer un Parti communiste de masse sérieux et solide tant que ce Parti n'a

pas à sa base des cellules dans les entreprises mêmes (la même remarque se rapporte aux Jeunesses, aux femmes, etc.).

Ce n'est pas seulement une question d'organisation, c'est une question profondément politique. Aucun Parti communiste ne pourra mener au combat des masses prolétariennes importantes ni vaincre la bourgeoisie tant qu'il n'aura pas une base solide à l'usine et que chaque grande entreprise ne sera pas devenue une de ses citadelles.

2. L'action communiste à l'intérieur des syndicats

La formation effective d'un réseau de fractions communistes dans les syndicats (légalement si possible, illégalement là où il le faut), une campagne systématique, opiniâtre, prolongée pendant des années pour la conquête des syndicats, la réponse à l'invitation des leaders social-démocrates à la scission et à la désertion par un effort encore plus grand d'unité au sein même des syndicats, voilà encore des prémisses essentielles de la formation de partis communistes de masses solides.

3. La formation des Comités d'usines

Le mouvement des Comités d'usines est une nouvelle forme d'organisation du prolétariat, dont il sortira peu à peu de nouveaux syndicats réellement révolutionnaires et qui, dans des circonstances favorables, servira d'embryon aux Soviets de députés ouvriers. Le Parti communiste qui n'a pas encore réussi à faire naître un sérieux mouvement de Comités d'usines ou à conquérir une influence importante dans le mouvement déjà existant, ne peut être considéré comme un parti communiste de masse.

4. Le Parti et les paysans

Dans les pays agraires et semi-agricoles, et même dans les pays typiquement industriels, la crise provoquée par la guerre impérialiste a rendu des fractions importantes de la paysannerie beaucoup plus accessibles qu'auparavant aux idées révolutionnaires des communistes. Le prolétariat ne peut vaincre ni édifier le régime des Soviets s'il n'a pas au préalable travaillé à neutraliser certains éléments de la classe paysanne et à gagner les sympathies de certains autres. Les partis communistes qui veulent devenir de grands partis révolutionnaires ne peuvent pas se contenter d'avoir des thèses sur la question paysanne, ils doivent savoir établir un contact vivant entre l'avant-garde prolétarienne et l'élite des paysans. Ce contact (qui présente une énorme importance pour leur liaison avec les armées, recrutées surtout parmi les paysans) peut être obtenu principalement par l'intermédiaire des ouvriers. Il faut en règle générale que les ouvriers révolutionnaires des entreprises où les communistes jouissent d'une grande influence envoient systématiquement dans les campagnes de grandes délégations et recueillent pour cela les ressources matérielles nécessaires. Le manque d'attention à la question paysanne est un vestige de la social-démocratie. Les partis communistes qui n'ont pas su organiser l'action révolutionnaire chez les paysans ne peuvent être considérés comme des partis de masse posant sérieusement la question de la conquête du pouvoir. Il va de soi que nos sections n'en demeurent pas moins des partis ouvriers marxistes et ne doivent pas dégénérer en partis ouvriers et paysans.

5. La question des nationalités

Dans un certain nombre de pays, le partage du monde, effectué après la guerre impérialiste, a renforcé l'oppression et l'enchevêtrement des nationalités. En Europe, et plus encore dans les colonies et semi-colonies, il s'est accumulé une quantité de matières explosives capables de faire sauter la domination bourgeoise. Une bonne politique des communistes dans la question nationale, telle qu'elle est fixée en détail dans les thèses du 2^e Congrès mondial, est une des parties essentielles de la conquête des masses et de la préparation d'une révolution victorieuse. Le nihilisme et les déviations opportunistes dont font preuve à l'égard de la question nationale un certain nombre de partis communistes est le point faible de ces partis qui, s'ils persistent dans leur erreur, ne pourront jamais remplir leur mission historique.

La solution des problèmes énumérés dans ces cinq paragraphes constitue la condition essentielle et élémentaire de l'existence de grands partis communistes. Il est impossible autrement d'aborder sérieusement les autres questions de la politique communiste.

Entre deux vagues de la révolution prolétarienne

Au cours de l'année dernière se sont manifestés les premiers indices d'une nouvelle vague révolutionnaire. Les combats d'Allemagne, les insurrections de Bulgarie et de Pologne, les grandes grèves économiques de plusieurs autres pays annoncent de nouveaux événements révolutionnaires. Ce sont précisément les époques intermédiaires entre deux révolutions ou deux vagues révolutionnaires qui sont d'ordinaire grosses de déviations opportunistes vers la droite et de déviations d'extrême gauche vers une passivité voilée sous un radicalisme verbal vers un menchevisme à rebours.

Guerre sans merci aux déviations opportunistes de droite

La période écoulée entre le 4^e et le 5^e Congrès a montré les déviations opportunistes dans le mouvement communiste plus fortes qu'on aurait pu le soupçonner. Un certain nombre de sections, venues du sein de la social-démocratie, en ont importé des résidus de traditions non encore effacés. A mesure que les Partis de l'I. C. deviennent des partis de masse, les déviations de droite peuvent être plus dangereuses.

Au 5^e Congrès s'est définitivement éclairci que, dans certains des pays les plus importants pour le mouvement ouvrier, les représentants de la droite ont essayé de déformer la tactique du front unique et du gouvernement ouvrier et paysan en l'interprétant comme une étroite alliance politique, comme une coalition organique de « tous les partis ouvriers », c'est-à-dire comme l'union politique des communistes avec la social-démocratie. Pour l'I. C., la tactique du front unique avait pour but principal de combattre les chefs de la social-démocratie contre-révolutionnaire et de libérer les ouvriers social-démocrates de leur influence ; la droite l'a interprétée comme si elle équivalait à une union politique avec la social-démocratie.

Le 5^e Congrès condamne résolument cette déviation petite-bourgeoise, repousse catégorique-

ment l'altération de la tactique du front unique qui s'est marquée dans plusieurs sections et déclare qu'il combattra sans merci cette politique radicalement contraire aux décisions de l'I. C.

Les déviations d'extrême-gauche

Le bolchevisme s'est constitué dans une lutte acharnée non seulement contre le menchevisme et le centrisme, mais aussi contre les déviations d'extrême-gauche. L'I. C., organisation internationale du bolchevisme, fait dès ses premiers jours une guerre impitoyable à la fois à l'opportunisme de droite et aux déviations d'extrême-gauche, qui souvent ne sont que le revers de l'opportunisme.

Entre le 4^e et le 5^e Congrès, les déviations d'« extrême-gauche » ont revêtu un aspect particulièrement dangereux dans la question du travail dans les syndicats réactionnaires. Le mouvement en faveur de l'abandon des syndicats est gros de dangers immenses pour le communisme. Si l'I. C. ne donne pas une riposte catégorique à ces tendances qui font uniquement le jeu des chefs contre-révolutionnaires de la social-démocratie, désireux d'être débarrassés de la présence des communistes dans les syndicats, nous n'aurons jamais de Partis véritablement bolcheviks.

Les déviations d'« extrême-gauche » se sont manifestées également dans le rejet par principe de la manœuvre en général et en particulier dans l'incompréhension de la tactique du front unique, dans une mauvaise volonté à la mettre en pratique, ou bien dans son admission seulement en matière économique et pas en politique, etc. Mais la manœuvre ne doit naturellement pas donner prétexte à méthodes opportunistes.

Tout en combattant sans merci les déviations opportunistes de droite, l'I. C. doit systématiquement expliquer l'erreur et la nocivité de la déviation d'« extrême gauche », hostile à la création de partis de masse aptes à la manœuvre.

La tactique du front unique

En dépit de grandes erreurs opportunistes et de sa déformation par la droite au point d'entraîner parfois une dégénération des partis communistes, l'application de la tactique du front unique, dans l'intervalle entre les 4^e et 5^e Congrès, a été en somme utile et a hâté le moment de la transformation de plusieurs sections en grands Partis.

Pendant la période où les partis communistes des principaux pays restent en minorité, où la social-démocratie, par suite de toutes sortes de circonstances historiques, entraîne encore à sa suite une fraction considérable du prolétariat, où l'offensive capitaliste continue sous une forme ou sous une autre, où la classe ouvrière n'a pas encore la force même de se défendre sérieusement, la tactique du front unique était et demeure absolument juste et indispensable.

L'expérience de la tactique du front unique a montré que de simples formules ne mènent plus à rien, que, dans la période actuelle, les Partis de l'I. C. ne peuvent rien entreprendre avec la tactique du front unique en soi et que cette tactique, de méthode bolcheviste et révolutionnaire, menace de se changer en tactique opportuniste et en source de revisionnisme.

La tactique du front unique est simplement un moyen d'agiter et de mobiliser les masses pour toute une période. Vouloir interpréter cette tactique comme une coalition politique avec la social-

démocratie contre-révolutionnaire, c'est un opportunisme repoussé par l'I. C.

La tactique révolutionnaire du front unique n'est appliquée avec justesse que si chaque section, consciente de ses dangers et repoussant les formules mécaniques, se propose concrètement de mobiliser les masses pour certains buts et revendications partiels, de les organiser, pour toujours s'orienter sur la révolution et l'entraînement au combat de la majorité des couches du prolétariat, afin de livrer l'assaut à la bourgeoisie.

1. La tactique du front unique par en bas est toujours nécessaire, à l'exception peut-être des rares moments de lutte décisive où les ouvriers révolutionnaires communistes doivent tourner leurs armes contre les groupes du prolétariat qui, dans leur inconscience, se battent contre nous. Mais, même dans ces moments exceptionnels, il faut faire tout son possible pour réaliser l'unité par en bas avec les ouvriers qui ne marchent pas encore avec les communistes. L'expérience de la Révolution russe et de la lutte révolutionnaire en Allemagne a montré que cela est possible.

2. L'unité par en bas et les pourparlers simultanés par en haut sont une méthode à employer assez souvent dans les pays où la social-démocratie est encore une force. Ces pourparlers avec les chefs ne doivent pas lier l'indépendance communiste du parti. L'unité par en bas doit être la base de tout. L'appel aux organes officiels de la social-démocratie (lettres ouvertes, etc.) ne doit pas devenir une habitude. Le principal est de créer parmi les ouvriers (y compris les ouvriers social-démocrates) un état d'esprit favorable à l'action proposée, à la campagne à entamer, pour s'adresser aux organes officiels de la social-démocratie, afin de les placer en face du fait accompli d'une classe ouvrière décidée et unie et de leur arracher leur masque.

Il va de soi que les partis communistes doivent conserver leur pleine et entière indépendance et, à tout moment des pourparlers, leur physionomie communiste. A cet effet, tous les pourparlers avec les dirigeants social-démocrates doivent être menés à découvert, et les communistes doivent tout faire pour attirer l'attention des ouvriers sur ces pourparlers.

3. L'unité seulement par en haut est une méthode que l'I. C. repousse catégoriquement et résolument.

Le plus important est le front unique par en bas, c'est-à-dire l'union réalisée, sous la direction du Parti communiste, entre les ouvriers communistes, social-démocrates et sans-parti d'une entreprise, d'un comité d'usine, d'un syndicat, d'un seul centre industriel ou de toute une région, d'une profession ou de tout le pays.

Il va de soi que la tactique du front unique peut et doit varier avec la situation concrète de chaque pays et de chaque époque. Une application routinière la priverait de toute signification, la transformerait en son contraire.

En concrétisant la tactique, il faut tenir compte de la situation du pays, de sa structure, de l'état de la section en portant le centre de gravité sur la mobilisation des masses par en bas, la création d'organes de combat, la liaison avec les principaux éléments des masses laborieuses (prolétariat, paysans, ouvriers agricoles) qui doivent être appelés au combat.

La tactique du front unique a été et reste une méthode de révolution et non d'évolution pacifique. Elle a été et reste une tactique de manœuvres

stratégique révolutionnaire de l'avant-garde communiste entourée d'ennemis et luttant tout d'abord contre les chefs de la social-démocratie contre-révolutionnaire ; elle n'est en aucun cas une tactique d'alliance avec elle. Elle a été et reste une tactique consistant à gagner progressivement à notre cause les ouvriers social-démocrates et les meilleurs des sans-parti, mais en aucun cas à rabaisser les objectifs de notre lutte.

Le gouvernement ouvrier et paysan

Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan a été et est encore compris par l'I. C. comme une application de la tactique du front unique. Les éléments opportunistes de l'I. C. ont essayé dans la période écoulée d'altérer non seulement le mot d'ordre du front unique, mais aussi celui du gouvernement ouvrier et paysan, en l'interprétant comme un gouvernement « dans le cadre de la démocratie bourgeoise », comme une alliance politique avec la social-démocratie.

Le 5^e Congrès mondial repousse catégoriquement une telle interprétation. Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan est pour l'I. C., traduite dans la langue de la révolution, dans la langue du peuple, la dictature du prolétariat. La formule du gouvernement ouvrier et paysan, née de l'expérience de la Révolution russe, ne peut être autre chose qu'un moyen de mobiliser les masses en vue du renversement révolutionnaire de la bourgeoisie et de l'instauration du régime soviétique. Pour former un gouvernement véritablement ouvrier ou ouvrier et paysan, il faut avant tout renverser la bourgeoisie, qui actuellement détient partout le pouvoir, sauf dans l'U. R. S. S. Abattre et mettre hors d'état de nuire la bourgeoisie, réprimer sa résistance et créer les prémisses réelles d'un véritable gouvernement ouvrier et paysan, tout cela n'est possible que par le soulèvement armé du prolétariat entraînant les meilleurs des paysans, et par la victoire des travailleurs dans la guerre civile.

Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan a été et demeure la meilleure formule pour aborder les masses, l'ensemble des travailleurs.

Dans la période présente, où les chefs social-démocrates s'engagent de plus en plus dans des combinaisons gouvernementales avec la bourgeoisie, tandis que les ouvriers qui suivent encore la social-démocratie sont aux prises avec une misère de plus en plus profonde, il se crée une situation qui est souvent très favorable à l'application de la tactique du front unique et du gouvernement ouvrier et paysan.

Si, précisément dans la période où la social-démocratie devient le « tiers » parti de la bourgeoisie, où ses chefs s'enfoncent de plus en plus dans les combinaisons gouvernementales de la bourgeoisie, nous réussissons, nous autres communistes, par un habile emploi de la tactique du front unique, à entraîner un nombre considérable d'ouvriers social-démocrates, d'abord dans les combats économiques, puis dans les combats politiques, par-là même nous obtiendrons une conjoncture on ne peut plus propice pour anéantir l'influence de la social-démocratie.

Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan n'est, en aucun cas, une tactique de compromis et de transactions parlementaires avec les social-démocrates. Rien au contraire, l'activité parlementaire des communistes doit, elle aussi, avoir pour objet de démasquer le rôle contre-révolutionnaire de la social-démocratie et d'expliquer aux

travailleurs la falsification et l'imposture des gouvernements « ouvriers » créés par la bourgeoisie, et qui ne sont en réalité que des gouvernements bourgeois libéraux.

Revendications partielles

La tactique de l'I. C. non seulement n'exclut pas, mais sous-entend au contraire un programme de revendications partielles. A ce sujet, il faut ne pas perdre de vue trois circonstances :

- Les revendications partielles que nous formulons doivent être vivantes, c'est-à-dire à la portée des travailleurs ;
- Elles doivent être dans la ligne de la révolution ;
- Elles doivent toujours être rattachées au but final ; nous devons aller du particulier au général, des revendications partielles à tout le système de revendications dont l'ensemble constitue la révolution sociale.

Tandis que les réformistes remplacent la révolution prolétarienne par des revendications partielles, les communistes s'en servent pour mieux préparer cette révolution. Toute l'agitation des communistes en faveur des revendications partielles lie chacune de ces revendications au programme de la Révolution.

Les illusions démocratico-pacifistes

La situation actuelle engendre inévitablement pour un temps, parmi certains éléments des travailleurs, des illusions démocratico-pacifistes. Les chefs de la social-démocratie feront tout leur possible pour les entretenir.

La lutte contre ces illusions, qui sera pour les communistes une des tâches principales de cette période, n'exclut pas l'application de la tactique du front unique. Bien au contraire, c'est justement l'application habile de cette tactique (participation des ouvriers social-démocrates à la lutte économique des communistes, revendications politiques élémentaires, impossibles cependant à satisfaire pour les gouvernements démocratiques et « ouvriers ») qui sera le meilleur moyen de venir à bout des illusions démocratico-pacifistes.

L'application de la tactique du front unique ne sera couronnée de succès qu'à une condition : c'est que les illusions démocratico-pacifistes ne pénétreront pas dans nos rangs et que les communistes ne perdront pas de vue les dangers du front unique et du gouvernement ouvrier et paysan, plus d'une fois signalés par l'I. C.

Occident et Orient

L'Internationale Communiste est l'organisation de la révolution mondiale. Cependant, un certain nombre de circonstances ont fait que ses efforts ont été trop tournés vers l'Occident. Il est indispensable de porter une attention beaucoup plus grande sur l'Orient, au sens le plus large. Aux Indes, au Japon, en Chine, en Turquie se sont créées les premières cellules d'un mouvement communiste. Dans tous ces pays commence une vaste lutte économique des ouvriers. L'I. C. doit accorder une attention particulière à ces mouvements et, en outre, prêter son concours à la lutte de toutes les nationalités opprimées contre l'impérialisme, dans l'esprit de la résolution du 2^e Congrès, en se rappelant que ces mouvements

sont une partie intégrante du grand mouvement d'affranchissement, qui seul peut conduire à la victoire de la révolution non seulement en Europe, mais dans le monde.

Deux perspectives

L'époque de la révolution internationale est ouverte. La rapidité de son développement et en particulier la rapidité de l'évolution révolutionnaire sur tel ou tel continent, dans tel ou tel pays, est impossible à prévoir avec exactitude. Deux perspectives s'ouvrent :

- Un développement ralenti de la Révolution prolétarienne n'est pas exclu ;
- Les bases du capitalisme sont sapées à un tel point et les antagonismes s'exaspèrent avec une telle rapidité que la solution peut intervenir très prochainement.

L'I. C. doit envisager deux éventualités. Sa manœuvre doit consister à s'adapter rapidement aux changements du développement historique. Elle doit, même si ce développement se ralentissait, rester le grand Parti communiste intransigeant de la révolution prolétarienne, et en cette qualité grouper les masses et les préparer à la lutte révolutionnaire pour le pouvoir.

La bolchevisation des partis et la formation du parti communiste mondial

L'objectif essentiel de la période actuelle de l'I. C. est la bolchevisation de ses sections. Ce mot d'ordre ne doit en aucune façon être compris comme la transposition automatique de toute l'expérience du Parti bolchevik russe aux autres partis. Les traits essentiels d'un parti réellement bolchevik se ramènent à ce qui suit :

- Le Parti doit être une véritable organisation de masses, c'est-à-dire, légal ou illégal, se maintenir en contact étroit et indispensable avec les ouvriers et exprimer leurs besoins et leurs espoirs ;
- Il doit être capable de manœuvrer, c'est-à-dire ne pas avoir une tactique dogmatique et sectaire, mais employer contre l'ennemi n'importe quelle manœuvre stratégique sans cesser de rester fidèle à ses principes ; c'est là une faute capitale de nos partis de souvent ne pas comprendre ce point important ;
- Il doit être un parti essentiellement révolutionnaire et marxiste, poursuivant irrésistiblement son but dans toutes les circonstances et faisant le maximum d'efforts pour rapprocher l'heure de la victoire du prolétariat sur la bourgeoisie ;

d) Il doit être un parti centralisé, n'admettant ni fractions, ni tendances, ni groupements, un parti monolithique, formé d'un seul bloc ;

e) Dans l'armée bourgeoise, il doit se livrer à un travail systématique de propagande et d'organisation.

La bolchevisation des partis, cela signifie le transfert dans nos sections de tout ce qui, dans le bolchevisme, est d'une portée internationale.

C'est seulement à mesure que les principales sections de l'I. C. se transformeront en Partis bolcheviks que l'I. C. deviendra vraiment le Parti bolchevik mondial, pénétré du léninisme.

Les objectifs des principales sections de l'I. C.

1. Angleterre

Dans la situation actuelle, c'est l'Angleterre, avec ses possessions coloniales, qui joue le premier rôle dans toutes les questions internationales. Il s'ensuit que le P. C. anglais acquiert une importance exceptionnelle. Mettre ce parti en état de répondre aux tâches qui lui incombent doit être un des objectifs essentiels de l'I. C. Le P. C. anglais, dans ses rapports avec le gouvernement travailliste, s'est rendu coupable de certaines déviations de doctrine et de tactique. Il doit, dans la période qui commence, concentrer ses efforts sur les buts suivants :

a) Soutenir et encourager l'aile gauche du Labour Party, de façon à ce qu'elle devienne une véritable fraction révolutionnaire, et en même temps développer une action intense au sein de l'opposition syndicale ;

b) Combattre dans les masses, clairement et sans ambiguïté, le « gouvernement ouvrier » de Mac Donald en démasquant son caractère bourgeois ;

c) Dans les élections partielles et dans la prochaine campagne électorale, avoir une ligne communiste nette ;

d) Conduire les conflits économiques de façon à donner la prépondérance aux organes du front unique (comités de grèves, conseils d'usines, etc.) et à rendre évident aux ouvriers le sens politique des conflits économiques ;

e) Engager une active campagne pour créer des comités d'action dans les entreprises et dans les syndicats, pour que, par leur pression, ils obligent le gouvernement à réaliser la partie de son programme qu'il a laissé tomber, à savoir la socialisation des chemins de fer et des mines, l'augmentation de l'allocation aux chômeurs, la construction de maisons ouvrières, etc. C'est en démontrant la trahison du gouvernement travailliste, c'est en cherchant à gagner les masses au combat pour les buts énumérés, que le P. C. détruira les illusions subsistant à l'égard du gouvernement du Labour Party ;

f) Se mettre en liaison avec les colonies, soutenir les mouvements de libération nationale des pays coloniaux, traiter systématiquement les questions du militarisme, du marinisme, du désarmement, la question des rapports de l'Angleterre avec la Russie soviétique et la France impérialiste et du rapport des experts ;

g) S'appliquer à étendre son influence sur les chômeurs ;

h) Travailler à la réforme intérieure du Parti, au recrutement de nouveaux membres parmi les ouvriers, à la constitution de cellules d'entreprises, à l'éducation communiste des membres, à l'extension des connaissances sur le mouvement ouvrier international.

2. France

Le Congrès enregistre avec satisfaction les progrès sensibles faits par le Parti français, qui a exclu tous les éléments douteux et devient un véritable Parti du prolétariat. Cependant il signale au Parti frère de France l'instance nécessité :

a) De créer un véritable appareil d'organisation du Parti sans lequel l'existence d'un Parti prolétarien est impossible ;

b) De travailler sérieusement les centres industriels, particulièrement ceux où, comme l'ont montré les dernières élections, les socialistes jouissent encore d'une grande influence. Paris est indu-

bitablement d'une grande importance, mais on ne saurait songer à la victoire tant que les principaux centres industriels ne seront pas conquis ;

c) De faire un sérieux travail parmi les paysans ;

d) D'appliquer comme il convient la tactique du front unique. Les chefs du socialisme français n'ont pas osé entrer ouvertement dans le gouvernement Herriot, mais ils en font partie en fait. De là la nécessité de changer notre mode d'agitation, tout en restant dans les limites de la tactique du front unique ;

e) D'accorder la plus sérieuse attention à la création de cellules d'entreprises, sans quoi il ne peut y avoir de Parti Communiste de masse ;

f) La Fédération de la Seine doit se proposer d'avoir sous peu 25.000 membres. La même campagne de recrutement doit être faite dans tout le pays ;

g) De faire tout pour créer un vaste mouvement de comités d'usines ;

h) De venir à bout des vestiges des tendances de droite et de rassembler tout le Parti sous le drapeau de l'I. C. en constituant un centre solide et vraiment capable de diriger. Tous frottements entre la gauche et l'ancien centre doivent cesser. Tout le Parti doit être une gauche ne faisant qu'un avec l'I. C. ;

i) De raffermir à tout prix les liaisons internationales et avant tout d'entretenir un contact étroit avec le Parti allemand.

Dans la lutte de la France impérialiste contre ses ennemis ainsi que dans la politique intérieure du pays, la grosse industrie joue un rôle de plus en plus prépondérant. Le P. C. F. a à combattre l'influence croissante de cette grande industrie, avant tout à propos de l'exécution du rapport des experts et en accord étroit avec le parti allemand ;

j) De hâter l'entrée dans le Parti de tous les éléments communistes mûrs de la C. G. T. U.

Les chefs de la C. G. T. U. doivent prendre une position plus nette contre l'anarchisme et le syndicalisme vulgaire de la vieille école. Dans cette lutte aucune place ne doit être accordée à la théorie fautive de la neutralité dans les questions fondamentales touchant le communisme.

Il ne faut pas oublier un seul instant que, malgré tous les progrès accomplis, ni le Parti, ni les syndicats révolutionnaires n'ont encore vraiment gagné les masses et consolidé leur influence organiquement, de sorte qu'ils ne sont pas encore l'avant-garde du prolétariat français, comme ils devraient l'être.

Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan reste particulièrement opportun en France. La propagande de ce mot d'ordre, dans l'esprit du 5^e Congrès, sera l'axe de toute l'agitation du Parti communiste français.

3. Allemagne

Dans l'ensemble, les perspectives de révolution restent les mêmes que celles qui ont été tracées par l'Exécutif en automne 1923. Il se peut que la victoire du « pacifisme démocratique » en Angleterre et en France redonne une certaine force à la bourgeoisie et à la social-démocratie d'Allemagne. Les illusions démocratico-pacifistes venant par ricochet d'Angleterre et de France, peuvent atteindre l'Allemagne. Il n'est pas exclu que les gouvernements de Mac Donald et d'Herriot relèvent provisoirement le prestige parlementaire de la social-démocratie allemande et même la remettent en selle. Tout cela complique la situation politique et rend possible une évolution lente. Il n'en est pas moins vrai que la situation internationale de la bourgeoisie et de la

social-démocratie en Allemagne reste désespérée, si disposées qu'elles soient à renier trois fois l'intérêt de la « patrie » et à bénir les Experts. La crise intérieure peut s'aggraver très rapidement. Cela est attesté par les grands combats de classes de ces derniers temps.

La crise du Parti, en somme est surmontée. Mais pour en rendre le retour impossible, le Comité Central actuel doit :

a) D'une main de fer donner la riposte à toute tendance d'abandon des syndicats social-démocrates ; engager tous les militants à appliquer la tactique de l'I. C. et du Congrès de Francfort dans les syndicats ; opérer énergiquement et résolument la réorganisation du Parti sur la base des cellules d'entreprises ; cela rendra des services inappréciables, en particulier en cas de travail illégal ;

b) Repousser catégoriquement et impitoyablement les tendances qui, sous le masque du radicalisme, veulent introduire dans le parti le révisionisme théorique et les déviations mencheviques ;

c) Utiliser tous les militants indépendamment de leur appartenance à telle ou telle des anciennes fractions ;

d) Appliquer énergiquement et fermement les principes de l'I. C. sur la question paysanne ;

e) Faire de même pour la question nationale ;

f) Au travail parlementaire unir l'intransigeance et la brutalité communiste au savoir faire ;

g) Accorder beaucoup plus d'attention au mouvement des Comités d'usines.

Le C. E. de l'I. C. et toutes les sections sœurs doivent offrir au C. C. du P. C. A. un concours illimité. Dans ces conditions le Parti n'aura aucune difficulté à maltriser les déviations de droite qui lui ont porté un si grand préjudice et qui peuvent encore renaître.

4° Tchécoslovaquie

Les tendances de droite qui en Allemagne sont arrivées à leur terme logique et, par conséquent, ont manifesté toute leur inconsistance, ont été observées et s'observent encore dans le Parti tchéco-slovaque. Si elles n'y ont pas fait faillite aussi évidemment qu'en Allemagne, c'est simplement parce que le cours de la vie politique tchécoslovaque est plus lent. Au sein de l'I. C. les Sections prennent connaissance de leurs fautes réciproques et peuvent ainsi les éviter. C'est ce que doit faire le Parti tchécoslovaque, qui est constitué pour la plupart d'excellents éléments prolétariens, mais qui cependant n'est pas arrivé encore à se transformer en un véritable Parti bolchévik. Il lui faut :

a) Redresser sa ligne théorique ;

b) Reconnaître l'erreur des formules qui figurent dans les résolutions de Prague et de la dernière Conférence de Brunn ;

c) Inspirer à tout le Parti la conviction qu'il ne suffit pas d'organiser les masses, mais qu'il est nécessaire de les conduire aux luttes partielles révolutionnaires et de les préparer, par l'idéologie et l'organisation, à la lutte finale ;

d) Dans l'application de la tactique du front unique, combattre les tendances de droite et exécuter sans hésitation les décisions du V^e Congrès ;

e) Déployer plus d'activité parmi les paysans ;

f) Avoir un programme colonial et pratiquer

une politique nationale dans un sens clairement léniniste ;

g) Conduire son activité parlementaire dans le sens du parlementarisme révolutionnaire ;

h) Raffermer l'activité du C. C., rendre la direction plus ferme, plus attentive, plus énergique ;

i) Renforcer le C. C. d'éléments nouveaux, tirés de l'élite ouvrière ;

j) Accueillir avec camaraderie et sans prévention les exigences fondées de la minorité, manifestée au V^e Congrès, surtout des jeunesses.

LIBRAIRIE DE L'HUMANITE

120, rue Lafayette

BIBLIOTHEQUE COMMUNISTE

N. Lénine :	La Révolution Proletarienne..	4	»
—	La Maladie Infantile du Communisme	4	»
—	L'Impérialisme, dernière étape du Capitalisme.....	3 50	
—	Sur la Route de l'Insurrection	5	»
L. Trotsky :	Terrorisme et Communisme..	7	»
—	Nouvelle Etape.....	4	»
—	Entre l'Impérialisme et la Révolution	4	»
—	1905	15	»
E. Varga :	La Dictature du Proletariat....	6	»
G. Zinoviev :	L'Internationale Communiste au travail.....	4 50	
—	Compte rendu de la Conférence de l'Exécutif élargi de l'Internationale Communiste (Moscou, février-mars 1922).....	5	»

PETTE BIBLIOTHEQUE COMMUNISTE

P. Froelich :	La Terreur Blanche en Allemagne	1	»
A. Giebov :	Les Syndicats russes et la Révolution	0 50	
Kollontai :	L'Ouvrière et la Paysanne dans la République Soviétique....	0 60	
Kerjantsev :	Les Alliés et la Russie.....	3	»
Z. Leder :	L'Offensive du Capital et l'unité du front prolétarien.....	1 50	
N. Lénine :	Les Problèmes du Pouvoir des Soviets	épuisé	
—	Le rôle de la Jeunesse Communiste	0 40	
Rosa Luxembourg :	Le Programme Communiste	0 75	
Karl Radek :	La Tactique Communiste et l'Offensive du Capital....	1 25	
I. Staline :	Le Léninisme théorique et pratique	2	»
L. Trotsky :	La Commune de Paris et la Russie des Soviets.....	0 60	
—	Le Communisme en France et l'Internationale	1.25	
—	La Crise du Parti Communiste français	0 20	
—	Le Salut du Parti Communiste français	0 25	

Considérations sur les Cellules d'entreprises

L'organisation interne des Partis communistes va entrer dans une nouvelle phase.

Les décisions de l'Internationale Communiste prises au V^e Congrès sont de la plus grande importance pour l'avenir de ses sections et elles ont le devoir de les appliquer.

La cellule d'usine, c'est là une sérieuse garantie. On a étudié cette question à différents points de vue. Comme instrument de mobilisation révolutionnaire, comme nouvel appareil excellent du Parti aux époques de travail illégal.

Mais, comme on suppose bien, on n'a pas examiné tout le contenu idéologique que ce mot d'ordre renferme.

Considérons-le du point de vue de *restaurateur de la solidarité prolétarienne*.

Si l'on observe attentivement l'état actuel du mouvement ouvrier, on remarque qu'il se caractérise par un manque absolu de solidarité.

Les meilleurs mouvements de classe se transforment en profondes défaites pour cela.

Ainsi, les grandes luttes du prolétariat allemand, dirigées par le Parti communiste, rencontrent la résistance obstinée des masses qui suivent encore la pensée de la social-démocratie réformiste. Ainsi, la lutte épique du prolétariat russe de la ville et des champs pour bâtir une vie meilleure ne rencontre que le dédain de beaucoup d'ouvriers qui ont l'âme empoisonnée et la sensibilité émoussée par la campagne d'infamie contre la Révolution russe menée à la fois par la bourgeoisie, les socialistes, les syndicalistes réformistes et certains anarchistes en intime collaboration.

Et tout cela, parce que les initiatives viennent des communistes. Pour un ouvrier socialiste, anarchiste ou réformiste, *quand on lance une idée dans les milieux ouvriers, la première des choses est de savoir d'où elle vient, sans analyser si la chose vaut réellement la peine d'être acceptée, si elle est utile aux intérêts communs du prolétariat.*

On a perdu le sentiment de compréhension des intérêts de classe, mais on a gagné l'esprit de secte. On examine moins pour la défense de la classe ouvrière les intérêts de classe que ceux de la corporation.

La cellule d'usine peut contribuer, en grande partie, à restaurer cette confiance mutuelle dans les masses exploitées. A l'intérieur des ateliers et des manufactures, on n'a pas l'habitude de considérer la tendance politique des ouvriers qui y travaillent, mais leur personnalité en tant que producteurs.

Les communistes qui travaillent dans une même entreprise et qui ont le devoir de se constituer en cellule du parti, doivent d'abord travailler à faire comprendre à leurs camarades de travail, l'absolue identité des intérêts qui unit tous les exploités. Rétablir la conscience de classe chez les salariés, tel est le premier devoir des cellules communistes. Tous les petits incidents journaliers qui se produisent pendant les heures du travail doivent être commentés au personnel à la lueur des principes de la lutte de classes et rattachés aux problèmes généraux du communisme.

Une illustration, simple, concrète, familière de ces problèmes faite par nos militants aux masses anonymes peut créer la condition primordiale et capitale pour les grandes luttes du prolétariat, je veux parler de la conscience de classe.

Sans celle-ci, les masses deviendraient l'instrument des arrivistes ou les victimes des sentimentaux petits bourgeois ; elles seront les esclaves des desseins intéressés des uns ou des stériles pleurnicheries des autres.

Ceux-ci prêchent l'horreur de la violence comme contraire aux lois de l'humanité !!! Ceux-là disent à la classe ouvrière qu'ils la sauveront — et se présentent comme les sauveurs !!!

Les uns et les autres laissent tous les malheureux exploités incertains et désespérés, c'est-à-dire abandonnés sans défense aux coups de leurs oppresseurs. Le langage des communistes qui sera le langage de la vérité, sera, n'en doutons pas, compris par le bon sens des travailleurs.

Apprenons à gagner la confiance des ouvriers en les éveillant à la vie de lutte par notre exemple et notre savoir-faire désintéressé nous donnera une telle influence parmi les masses qu'elles n'écouteront plus ceux qui débâtèrent sur le communisme et les communistes.

La cellule d'usine représente l'avenir de notre Parti. Les partis communistes doivent se hâter d'en faire une réalité.

Pour cela, il faut en expliquer sa portée et sa valeur en matérialisant l'idée, la rendant si palpable, compréhensible et accessible à nos militants qu'ils voient aussi clairement que la lumière du jour, l'importance, l'urgence et la nécessité de se consacrer à ce travail, assigné par le V^e Congrès de l'Internationale Communiste.

Raphaël MILLA (P. C. Espagnol)

(L'Antorcha-Madrid.)

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS

	France	Etranger
3 mois	7 "	8 "
6 mois	13 "	14 "
12 mois	26 "	28 "

Nos camarades sont priés d'adresser :
1^o Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2^o Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade Calzan, même adresse.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur